

Samir AMIN [1931- ]

économiste franco-égyptien

(1979)

# “Le développement inégal et la question nationale.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
Professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

[Page web](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca). Courriel: [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, sociologue, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi, à partir de :

Samir Amin

## “Le développement inégal et la question nationale.”

In revue *L'homme et la société*, revue internationale de recherches et de synthèses sociologiques, no 51-54, janvier-décembre 1979, pp. 3-48. Paris : Les Éditions Anthropos.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

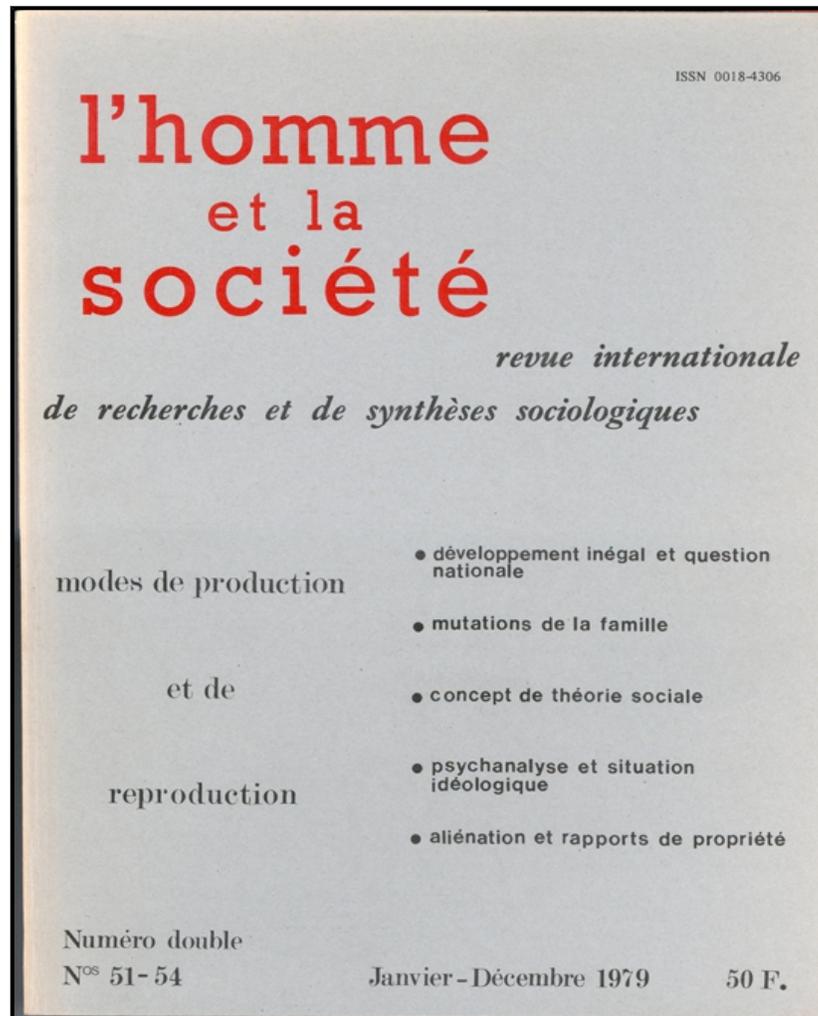
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5” x 11”.

Édition numérique réalisée le 1<sup>er</sup> septembre 2017 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Samir AMIN [1931- ]  
économiste franco-égyptien

“Le développement inégal  
et la question nationale.”



In revue *L'homme et la société*, revue internationale de recherches et de synthèses sociologiques, no 51-54, janvier-décembre 1979, pp. 3-48. Paris : Les Éditions Anthropos.

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

## Table des matières

- A. LE DÉVELOPPEMENT INÉGAL DANS LA TRANSITION CAPITALISTE ET DANS LA RÉVOLUTION BOURGEOISE. [3]
  - I. Les différentes voies du capitalisme. La composante paysanne de la révolution bourgeoise. Le développement inégal aux différentes étapes de l'histoire. [3]
  - II. Le développement inégal dans le monde antique et féodal. [7]
  - III. Le développement inégal dans la transition mercantiliste. [11]
  - IV. Le développement inégal dans la révolution bourgeoise. [19]
  - V. Résumé des conclusions. [25]
  
- B. LE DEVELOPPEMENT INÉGAL DANS LES CENTRES CAPITALISTES. (la question nationale et les questions régionales au centre) [27]
  - I. La question nationale dans l'émergence des formations capitalistes centrales. [27]
  - II. Les questions des « régionalismes » dans les centres avancés. [33]

[3]

Samir AMIN [1931- ]  
économiste franco-égyptien

“Le développement inégal  
et la question nationale.”

In revue *L'homme et la société*, revue internationale de recherches et de synthèses sociologiques, no 51-54, janvier-décembre 1979, pp. 3-48. Paris : Les Éditions Anthropos.

## A. LE DÉVELOPPEMENT INÉGAL DANS LA TRANSITION CAPITALISTE ET DANS LA RÉVOLUTION BOURGEOISE.

### I — LES DIFFÉRENTES VOIES DU CAPITALISME. LA COMPOSANTE PAYSANNE DE LA RÉVOLUTION BOURGEOISE. LE DÉVELOPPEMENT INÉGAL AUX DIFFÉRENTES ÉTAPES DE L'HISTOIRE.

[Retour à la table des matières](#)

1. On ne peut guère éviter de poser la question de savoir si, dans notre monde contemporain, la voie du développement capitaliste a épuisé son potentiel. En précisant le sens des mots : si les pays actuellement sous-développés peuvent encore, par la voie capitaliste, rattraper les pays capitalistes avancés, devenir « à leur image ».

Un coup d'œil sur le passé, sur les faits et leur interprétation, sur les évolutions réelles et les prévisions qu'elles ont alimenté, enseigne en effet que le développement du capitalisme a toujours été inégal,

qu'il y a toujours eu des pays et régions plus avancés, d'autres arriérés, et que les pays les plus avancés aujourd'hui ne l'ont pas toujours été.

Il faut donc inlassablement revoir les analyses des formes concrètes du développement inégal du capitalisme, tant dans les pays avancés que dans ceux qui sont retardés, périphériques ou « périphérisés ».

Marx et Lénine ont toujours considéré qu'il y avait eu différentes voies du développement capitaliste, en rapport avec les luttes et les blocs hégémoniques de classes : la voie française s'opposant à la voie prussienne, par exemple. On peut multiplier presque à l'infini les voies, et parler aujourd'hui différemment d'hier de chacune d'elles : la voie anglaise, par exemple, est-elle responsable de la décadence actuelle de la Grande-Bretagne ? Y a-t-il une voie brésilienne et quelles sont son originalité et ses perspectives ? Chaque cas présente autant d'intérêt qu'un autre.

[4]

On a pris l'habitude de distinguer la ou les voies révolutionnaires du développement du capitalisme de la ou des voies non révolutionnaires. Le matérialisme historique s'interdit de concevoir le développement du capitalisme comme un fait économique, c'est-à-dire une transformation des rapports de production qui serait impliquée par l'évolution des forces productives et qui pourrait se faire d'elle-même, par le jeu de forces économiques, sans l'intervention active de transformations politiques.

Sans doute, les rapports de production capitalistes, nouveaux, apparaissent-ils d'abord au sein du système antérieur, tributaire ou féodal, amorçant ainsi le processus de la révolution capitaliste. Mais, tant que le pouvoir politique demeure féodal, ils ne peuvent se développer pleinement. À partir d'un certain stade donc, le pouvoir lui-même doit changer. C'est ce changement qui constitue la révolution bourgeoise au sens strict. La révolution permet alors aux rapports capitalistes de se développer pleinement. C'est pourquoi dans tous les cas l'épanouissement du capitalisme est précédé par le changement dans le contenu de classe de l'État. La révolution de 1688 en Angleterre, celle de 1789 en France, l'unité allemande, l'unité italienne, l'abolition du servage en 1861 en Russie, l'indépendance américaine et/ou la guerre de sécession, la révolution Meiji au Japon, la chute des Mandchoux en Chine,

la révolution mexicaine, celle d'Ataturk, celle du nassérisme et bien d'autres constituent des ruptures qualitatives : avant, le pouvoir est précapitaliste (féodal, par exemple) ; après il est capitaliste. Mais s'agit-il vraiment toujours de révolution ? En général, les marxistes considèrent que 1688 en Angleterre, 1789 en France, sont des révolutions, tandis que l'abolition du servage russe ou les coups d'État Meiji ou nassérien ne le sont pas.

Si l'on souhaite que les mots aient un sens précis et invariable selon le discours auquel ils s'appliquent, et par référence à la découverte marxiste-léniniste concernant les conditions du changement révolutionnaire nécessaire pour abolir le capitalisme, la « révolution bourgeoise » impliquerait l'abolition de l'État ancien et la création d'un État nouveau. Cette abolition, par opposition à une adaptation de l'ancien et des tâches nouvelles, implique à son tour non seulement la forme violente (c'est-à-dire, en fait, la suppression d'une légitimité par des moyens qui sortent du cadre de cette légalité), mais probablement aussi la mise en œuvre, pour la réaliser, de forces sociales massives (populaires, de ce fait) et puissantes.

À ce niveau, il paraît évident que non seulement 1793 fut violent et populaire, mais aussi, par exemple, la révolution mexicaine. En revanche, 1688 le fut fort peu, guère davantage que la révolution Meiji. Les processus d'unification allemand et italien, comme la guerre civile et étrangère d'Ataturk, ont été certainement violents et, dans un sens, radicaux. Mais ont-ils été populaires ? Et jusqu'à quel point l'ont-ils été moins que 1793 ?

2. Par référence au contenu capitaliste de l'ère qui s'ouvre après ces révolutions, on peut définir son contenu populaire par sa composante paysanne. [5] Il y a alors révolution bourgeoise lorsque celle-ci culmine avec une lutte de classes violente dans les campagnes, où les paysans s'opposent aux féodaux, lorsque dans cette lutte les paysans l'emportent, imposent une abolition des droits féodaux et un partage des terres, lorsqu'ils s'imposent de cette manière à la bourgeoisie urbaine montante, repoussant alors en général la grande bourgeoisie ancienne (marchande et financière) dans le camp de la contre-révolution et s'alliant à la nouvelle bourgeoisie potentielle d'artisans et de petits producteurs, lorsqu'ils ouvrent de la sorte la voie paysanne du déve-

veloppement du capitalisme par l'accélération ultérieure de la différenciation à l'intérieur de la paysannerie et la cristallisation progressive d'une paysannerie riche, exploiteuse (koulak).

Mais, dans ce cas, il n'y a guère eu qu'une seule révolution bourgeoise véritable : la révolution française. La révolution anglaise en est à peine une. La révolution mexicaine s'apparente dans ses formes à la révolution française. Et pourtant elle ne débouchera guère sur un développement impétueux du capitalisme : le Mexique reste sous-développé. Pourquoi ? Sans doute parce qu'il ne s'agit plus de la même période historique globale, comme on le verra.

La voie américaine à son tour se situe en dehors de l'alternative précédente. Sa caractéristique est que, dès l'origine, une paysannerie libre de colons constitue la société en dehors de toute restriction féodale. Ce fut le cas du nord de l'Amérique du Nord (colonies anglaises non esclavagistes), de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Le développement du capitalisme à partir de cette base n'a alors exigé aucune révolution anti-féodale.

Les réflexions qui précèdent appellent finalement une question trop souvent éludée : peut-on parler de révolution bourgeoise ? Ne faut-il pas réserver le terme de révolution aux remises en cause de l'ordre global opérées par les seules classes exploitées et éviter de l'étendre aux luttes entre classes d'exploiteurs ? Dans ce cas, il faudrait parler de révolution paysanne, mais non bourgeoise. La révolution paysanne, quand elle a lieu, ouvre la voie au développement capitaliste ; mais elle n'est pas la seule voie de ce développement. Car le capitalisme se développe déjà au sein du féodalisme. Comme le féodalisme s'est développé au sein du mode antique esclavagiste ; les révoltes et révolutions d'esclaves ont accéléré cette évolution, mais on ne parle pas de « révolution féodale ». L'expression de révolution bourgeoise n'est-elle pas elle-même une invention de l'idéologie bourgeoise ?

Si le passage au capitalisme n'implique pas nécessairement de révolution, c'est parce qu'il s'agit du passage d'une société de classes à une autre société de classes. C'est pourquoi la leçon de ce passage ne saurait être étendue au passage au socialisme. L'abolition des classes que celui-ci implique suppose une révolution qui soit le fait des exploités. Cependant, à défaut de telle révolution, la contradiction forces productives/rapports de production opère au sein du capitalisme pour

engendrer, éventuellement, par une voie évolutionniste et non révolutionnaire, le passage à un autre mode de classes, le mode étatique, que nous retrouverons plus loin. La thèse réformiste confond cette évolution, qui ne peut pas supprimer les classes mais peut remplacer les anciennes [6] par des nouvelles, avec la suppression des classes : le socialisme. À la limite aussi, la révolution des exploités peut échouer et engendrer cette évolution vers le mode étatique.

3. Le modèle de la révolution bourgeoise est dès lors limité pratiquement à la France. D'où la question : le caractère révolutionnaire (exceptionnel) ou non révolutionnaire (général) de la voie du capitalisme a-t-il des effets décisifs sur la lutte des classes ultérieure, celle qui, dans le développement capitaliste, va devenir déterminante : la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie ?

Il y a trois aspects à cette question.

Le premier concerne la formation du marxisme. Oui, semble-t-il, le caractère révolutionnaire du passage au capitalisme en France a anticipé sur les luttes de classes ultérieures : Babeuf et Buonarrotti ne sont pas Français par hasard. Et le socialisme français est une composante des sources du marxisme. Mais il n'est pas la seule. L'immaturation révolutionnaire allemande rend compte de la philosophie allemande (et de Hegel en particulier) et le caractère économique du développement capitaliste anglais, dans lequel la composante idéologique et politique est passée en mineure, explique Ricardo.

Le second aspect de la question concerne le rythme ultérieur du développement capitaliste. C'est une question très débattue. Une thèse, dont les arguments sont fondés sur les rythmes comparatifs du développement capitaliste en France d'une part, en Angleterre et en Allemagne d'autre part, prétend que la voie française, paysanne, a constitué un handicap à l'accumulation. Selon cette thèse, le propre de la révolution bourgeoise n'est pas d'être paysanne ; et, lorsqu'elle l'a été, c'est par suite d'une conjonction particulière des luttes et alliances de classes. Mais cette thèse n'est pas toujours acceptée. Pour certains, au contraire, la voie paysanne est celle qui ajuste les rapports de production aux exigences du développement des forces productives de la manière la plus adéquate parce que la plus radicale et qui, de ce fait, donne au développement ultérieur de celles-ci son potentiel maximal.

Le troisième aspect de la question concerne la lutte des classes aujourd'hui, à l'époque impérialiste. Il ne saurait être question ici d'un déterminisme historique plongeant si loin dans le passé qu'il ferait disparaître les conditionnements plus récents de la lutte des classes. Ces conditionnements nouveaux sont infiniment plus décisifs, par exemple ceux qui impliquent l'hégémonie idéologique social-démocrate en relation avec le fait impérialiste.

4. Aujourd'hui comme hier, le développement du capitalisme, qui se poursuit, demeure inégal et emprunte des voies différentes. Globalement, à l'échelle du système mondial, on peut reconnaître au moins la voie centrale, celle des centres impérialistes, et la voie du capitalisme périphérique dépendant des pays dominés par l'impérialisme et, de ce fait, sous-développés. La question continue à se poser de savoir s'il s'agit seulement, pour ces derniers, d'une étape, ou d'une situation permanente.

[7]

L'analyse du développement inégal peut tirer beaucoup de la méthode historique comparative. Mais elle se fourvoiera rapidement si l'on perd de vue l'époque où se situent les développements analysés. Dans cet esprit, les développements inégaux aux origines du capitalisme (du XIII<sup>ème</sup> au XVI<sup>ème</sup> siècles en Europe), à l'époque mercantiliste (1600-1800), à l'époque du capitalisme industriel pré-impérialiste (1800-1880) et à l'époque impérialiste (depuis 1880) n'ont pas la même signification et, encore moins, la même perspective.

Les développements qui suivent espèrent ne pas perdre de vue cette dernière observation.

En effet, l'intuition que le développement inégal qui oppose l'Italie du Nord et celle du Sud (depuis un siècle, ou davantage ?), par exemple, présente des analogies avec le problème du sous-développement à l'échelle mondiale, si elle s'impose presque sans discussion, doit inciter à pousser l'analyse comparative bien au-delà de ces analogies, pour parvenir à comprendre les conditions spécifiques réelles des luttes de classes motrices dans leur contexte historique global.

## II — LE DÉVELOPPEMENT INÉGAL DANS LE MONDE ANTIQUE ET FÉODAL.

[Retour à la table des matières](#)

5. L'Europe féodale ne constitue pas une unité homogène. On y repère non seulement des différences qualitatives dans la nature des formations sociales régionales, mais également des rôles différents, et inégaux, dans leur articulation. Car ces formations sont articulées et constituent un ensemble non démuné de réalité dont le caractère féodal dominant justifie l'appellation globale.

On a qualifié le mode féodal de tributaire périphérique, entendant par là que, par contraste avec d'autres sociétés tributaires plus avancées, le mode féodal européen paraît en constituer une variété précoce, inachevée et complexe. La proximité de la communauté plus ou moins primitive des Barbares (Ibères, Celtes, Germains, Slaves) explique ce caractère inachevé, marqué par l'absence de centralisation et de redistribution étatique du surplus tributaire, son « émiettement féodal ». L'opposition avec l'Égypte pharaonique ou la Chine impériale éclaire ce caractère. Dans la forme achevée du mode tributaire, a) le fief est administratif et b) l'État coïncide généralement avec une formation nationale unifiée.

La complexité de l'ensemble européen n'est certainement pas indépendante de ce fait que la chrétienté féodale est issue de la désagrégation de l'empire romain.

Les formations impériales, hellénistique puis romaine, constituent, dans cette partie du monde, des ébauches de constructions impériales tributaires. Dans l'Orient antique, le passage de la communauté primitive au mode tributaire, forme générale de la société de classe précapitaliste avancée, s'était fait très tôt. Le mode tributaire ayant pris sa forme achevée en Égypte et en Mésopotamie, se constituait progressivement dans des formes plus frustes ailleurs, [8] chez les Hittites, les Mèdes et les Perses. Mais la région restait émiettée en États relativement modestes, séparés par des zones encore primitives. Les tentatives impériales (de l'Égypte, de l'Assyrie et de Babylone, de la Perse) étaient restées trop superficielles pour fondre l'Orient en une seule

unité nationale comme la Chine. Dans les interstices de cet Orient inégalement avancé et morcelé, des sociétés commerçantes avaient trouvé leur place : la Phénicie, puis la Grèce. L'esclavage, en relation avec le développement marchand, avait pris son extension dans ces dernières sociétés. L'empire d'Alexandre, les États successeurs hellénistiques, puis l'empire romain ont répété les tentatives impériales antérieures sans parvenir à aller beaucoup plus loin. Ces empires restaient hétéroclites en termes ethniques et la centralisation tributaire demeurait inégale, tandis que subsistaient des modes de production variés, allant de la communauté primitive au mode tributaire achevé et que se développaient les échanges marchands et, avec eux, les enclaves esclavagistes.

À son tour, l'empire romain aurait pu évoluer vers une forme tributaire achevée, s'homogénéiser progressivement. En tout cas, il s'est effondré avant d'y être parvenu. Trois ensembles héritiers se reconstruiront sur ses ruines : l'Occident chrétien, Byzance et l'État arabo-islamique. Ces deux derniers ensembles sont sans doute allés plus loin que l'empire romain dans la construction tributaire, bien qu'ils ne soient pas parvenus à sa forme achevée. Au plan même de l'unification nationale, ce progrès est visible et a laissé ses traces jusqu'à nos jours, au moins pour ce qui est de l'héritier arabe. On ne s'étendra pas ici sur les spécificités du monde arabe, en particulier de la place qui y tiennent les relations marchandes, pas plus que sur celles de Byzance et de son successeur ottoman, traitées ailleurs <sup>1</sup>.

Par contre, l'héritier occidental est resté marqué par les sociétés primitives de l'Europe barbare. C'est précisément pour cette raison que la chrétienté occidentale féodale offrira les conditions les plus favorables au dépassement du mode tributaire, à l'éclosion rapide du mode capitaliste.

Le développement inégal s'est manifesté de cette manière. La longue histoire de l'Orient ancien, de l'Antiquité grecque, hellénistique et romaine, des héritiers occidental, byzantin puis ottoman, et arabo-islamique, est l'histoire du développement progressif du mode tributaire et de son dépassement capitaliste à partir de sa périphérie la moins avancée : l'Europe barbare, puis féodale.

---

<sup>1</sup> Samir Amin, *La nation arabe*, Minuit 1977 ; Kostas Vergopoulos, *Le capitalisme difforme et la nouvelle question agraire*, Maspéro 1977.

Suggérer que les empires de l'Antiquité orientale et romaine constituèrent des étapes d'une évolution vers la constitution d'une formation tributaire achevée, c'est poser la forme tributaire comme supérieure aux formes antiques. C'est donc prendre le contrepied de la thèse qui situe le mode de production asiatique avant le mode esclavagiste, ce que contredit le niveau comparé de développement des forces productives. Suggérer que ces tentatives impériales auraient pu homogénéiser le bassin méditerranéen à la façon chinoise est peut-être téméraire. N'est-ce pas négliger, entre autres, la diversité ethnique dans la région ? Les obstacles étaient tels que les tentatives impériales d'homogénéisation ont avorté.

[9]

Il reste que l'on devrait être frappé par les progrès en direction de l'homogénéisation réalisés au rythme extrêmement rapide de quelques siècles, parfois de quelques décennies. En Orient asiatique, l'unification linguistique autour du sémite araméen a préparé l'arabisation ultérieure et rapide. En Occident, la romanisation de l'Italie, de la Gaule et de l'Ibérie témoigne de la puissance de la tendance à l'homogénéisation. Le contraste entre l'émiettement de l'Europe et du Moyen-Orient d'une part et l'homogénéité chinoise d'autre part, doit être nuancé. L'unification linguistique en Chine est limitée à l'écriture, en rapport étroit avec l'unité étatique et la centralisation tributaire, tandis que la diversité régionale des langues parlées — qui persiste encore — a menacé pendant des millénaires l'unité impériale. En Occident, la tendance à l'homogénéisation n'a jamais cessé d'opérer. Au-delà des avatars de l'histoire, l'arabisation-islamisation, à un pôle, la constitution des monarchies nationales absolutistes succédant à l'émiettement féodal issu des invasions barbares à l'autre, témoignent de cette tendance. On examinera plus loin les problèmes de la spécificité des formes de cette tendance générale.

6. L'histoire de la chrétienté d'Occident mérite d'être réexaminée, dans ce cadre global.

Le mode féodal, comme forme tributaire inachevée, caractérise, par sa domination, l'ensemble de l'Occident chrétien. Mais il ne s'épanouit pas dans l'ensemble de la région d'une manière égale. On peut distinguer, dans cette Europe féodale, trois sous-ensembles régionaux

inégalement développés. La région la plus développée est l'Italie et les régions qui constituent le pays qualifié aujourd'hui d'Occitanie (l'Espagne est conquise par les musulmans). Dans cette région relativement développée, précisément, les formes féodales ne s'épanouiront pas, parce qu'elles se heurteront à un héritage antique plus solide, notamment dans les villes, ici beaucoup plus importantes. La seconde région — la France du Nord, l'Angleterre, la Hollande, l'Allemagne de l'Ouest et du Sud et la Bohême — est moyennement développée. C'est là que les formes féodales s'épanouiront. Et c'est dans cette région que le dépassement capitaliste trouvera le terrain le plus favorable. Plus à l'Est et au Nord (Allemagne de l'Est, Scandinavie, Hongrie, Pologne et Russie), le niveau de développement d'origine est moins avancé et la proximité de la communauté prétributaire plus grande. Le féodalisme y apparaîtra plus tard, dans des formes particulières, en relation d'une part avec les modalités de l'intégration de ces régions dans l'ensemble européen (Hanse, Scandinavie, Prusse et Pologne) et d'autre part avec les modalités de fonctionnement de rapports de domination externes (occupation turque en Hongrie, mongole en Russie, teutonique dans les régions baltes, etc.).

7. Revenons au mode féodal, dominant l'ensemble. On appellera ici l'attention sur trois aspects de son histoire : a) l'émiettement féodal et sa signification en rapport avec le phénomène spécifique de l'Eglise, b) la persistance [10] des relations marchandes, ses origines et ses effets, 3) les modalités de l'expansion des sociétés féodales.

L'émiettement féodal, par opposition à la centralisation tributaire achevée, impliquait des caractères spécifiques au plan des rapports entre la base économique (tributaire) et la superstructure idéologique. Dans toutes les modalités du mode tributaire, l'idéologie est l'instance dominante, au sens que la reproduction sociale opère directement à son niveau. Cependant, dans le mode tributaire achevé, cette idéologie est idéologie d'État, fût-elle religieuse. L'adéquation de la superstructure aux rapports de production est alors parfaite. Par contre, dans le mode féodal, l'idéologie, qui est ici le catholicisme, ne fonctionne pas comme idéologie d'État. Non que le christianisme en soi y fût opposé. Sous l'empire romain, le christianisme était devenu idéologie d'État, et il le sera à Byzance comme ensuite dans le monde orthodoxe russe, c'est-à-dire précisément dans les régions les plus proches du mode

achevé. Mais, dans l'Occident féodal, le catholicisme se heurte à l'émiettement de la classe tributaire et à la résistance paysanne, témoignage de la survivance de l'esprit et de l'idéologie des sociétés communautaires d'origine. L'organisation indépendante de l'Église reflète cette moindre perfection dans l'adéquation de la superstructure aux rapports de production qui crée un terrain plus propice, parce que plus flexible, à des évolutions et des ajustements ultérieurs aux exigences de la transformation des rapports de production. Ces ajustements emprunteront le double chemin, d'une part de la modification du contenu idéologique de la religion (le protestantisme), et d'autre part de l'élévation de la religion au rang d'idéologie d'État (sous la forme gallicane ou anglicane, par exemple) à mesure que l'absolutisme royal s'affirmera, dans la période de la transition mercantiliste.

8. La persistance des relations marchandes externes et internes interdit de réduire l'Europe féodale à une juxtaposition de fiefs vivant en économie de subsistance. Le commerce à longue distance vers les aires byzantine et arabe longtemps plus avancées et, par-delà, l'Asie des Moussons et l'Afrique noire, et son prolongement dans le commerce européen interne et le commerce local, a structuré l'Europe féodale. La coexistence de zones à prédominance rurale, moins urbanisées, et de zones de concentration commerciale et artisanale témoigne de cette structuration particulière. L'Italie, avec ses cités marchandes et artisanales (Venise, Florence, Pise, Gênes, etc.), l'Allemagne du Sud et la Hanse, occupent dans la chrétienté médiévale des positions qui ne se comprendraient pas sans ces relations marchandes. Par référence aux caractères ultérieurs de l'économie mondiale européenne mercantiliste Wallerstein parle ici de « mini-économies mondiales »<sup>2</sup>. Dans ces régions, l'Italie en particulier, non seulement les forces productives sont plus évoluées (manufactures) mais encore l'embryon de relations capitalistes apparaît plus tôt. Cependant, ce ne sont pas ces régions avancées qui deviendront les centres du développement capitaliste ultérieur, mais les régions moyennes indiquées plus haut.

<sup>2</sup> Immanuel Wallerstein, *The Modern World System*, New York, 1973.

[11]

9. L'expansion du système féodal opérera, dans ce cadre, d'une manière différente de celle des empires tributaires achevés et débouchera rapidement sur le dépassement mercantiliste des formes de l'organisation sociale.

Les systèmes tributaires achevés ont démontré une capacité remarquable d'expansion géographique sans transformation qualitative du type de leur organisation interne. Ce type d'expansion, lorsque les conditions géographiques et autres s'y sont prêtées, a pu remplir ainsi un temps long mesurable en siècles, comme l'histoire chinoise en constitue le meilleur exemple.

Par contre, l'expansion homothétique de l'Europe féodale est brève — un siècle et demi de 1150 à 1300<sup>3</sup>. Cette expansion sans changement, par défrichement et colonisation, entre en crise de 1300 à 1450, se heurtant aux rendements décroissants dans les techniques de l'époque, imposant alors une série de révolutions techniques dans l'agriculture, que favorise la flexibilité des rapports de production, lesquels se modifient : adoucissement ou suppression du servage, substitution de la rente en argent à la rente en nature ou en travail, etc. Une seconde vague d'expansion suit, qui déjà comporte des caractères nouveaux : on recherche des produits alimentaires ou du bois par la colonisation de terres nouvelles, soit reconquises sur les Arabes (Espagne et Portugal) soit en direction des steppes euro-asiatiques (Ukraine et Sibérie) ou des îles de l'Atlantique. Mais ce n'est pas là le seul résultat de l'initiative des seigneurs dont la rente a diminué, par suite précisément des effets des transformations des rapports de production : sous l'effet de la lutte des classes particulièrement vive — peut-être à cause de la proximité de la communauté primitive -, les paysans imposent un allègement du tribut féodal. C'est en même temps à l'initiative des marchands et des monarques.

Ainsi l'expansion amorce la constitution du système économique du monde mercantiliste, qui forme la transition au capitalisme. Or, précisément dans ce système, les vieilles régions avancées (l'Italie et

---

<sup>3</sup> Georges Duby, *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'occident médiéval*, Flammarion 1977 ; I. Wallerstein, *op. cit.*

la Hanse) perdent leur avantage et leur position dominante au profit des nouveaux centres tous situés dans l'Europe du Nord-Ouest.

### **III - LE DÉVELOPPEMENT INÉGAL DANS LA TRANSITION MERCANTILISTE.**

[Retour à la table des matières](#)

10. La transformation du système de l'Europe féodale dans celui de l'économie européenne-mondiale mercantiliste et le transfert concomitant des centres du système de l'Italie et de la Hanse vers l'Europe du Nord-Ouest invitent à la réflexion sur la nature du système, ses caractères et les voies de son développement inégal.

Une série de questions se posent concernant la nature — féodale ou capitaliste, ou de transition - du système mercantiliste. Deux points de vue s'opposent ici. Le courant majoritaire voit dans les trois siècles 1500-1800 une période de transition au cours de laquelle le mode capitaliste se constitue progressivement au sein du système féodal. S'appuyant sur certaines analyses de Marx et d'Engels, les historiens de ce courant voient dans les monarchies [12] absolues un pouvoir parvenu à se situer provisoirement au-dessus des classes, en exploitant à son profit l'opposition féodaux-bourgeois. Un courant minoritaire représenté notamment par Anderson <sup>4</sup>, prétend que le caractère dominant du système économique et politique reste féodal, et que la monarchie absolue a été une manière de réagir de la féodalité menacée par la montée de la bourgeoisie.

Bien entendu, la réponse à cette question n'est pas indépendante de celle concernant la nature des luttes de classes concernant la période, de leur articulation, (luttes paysannes et luttes bourgeoises) et de leur rapport au développement des forces productives.

Il faut resituer dans ce cadre le débat concernant les rôles respectifs de la désagrégation des rapports de production féodaux et du développement de l'économie atlantique marchande lors de la naissance du capitalisme. Là encore trois points de vue au moins peuvent être dégagés. Selon les uns, la désagrégation des rapports féodaux sous l'effet des luttes paysannes est seule responsable de la naissance du capita-

---

<sup>4</sup> Perry Anderson, *Lineages of the absolutist state*, Londres 1975.

lisme. Selon les autres, c'est au contraire la mercantilisation de l'économie, sous l'effet de l'afflux d'or et d'argent d'Amérique, qui a été décisive. Enfin, selon d'autres, les deux pôles doivent être considérés dans une relation d'unité dialectique.

Dans aucun de ces domaines, pas plus qu'ailleurs, les faits ne parlent d'eux-mêmes. Us sont choisis en fonction d'hypothèses théoriques et sont interprétés à leur lumière. Du reste, les faits sont variés à l'extrême. Les études les plus sérieuses ne prouvent qu'une chose : que les luttes de classe ne sont pas identiques en France, en Italie ou en Russie, que le progrès des forces productives est inégal, que les effets de l'économie atlantique se manifestent différemment.

11. Nous sommes donc renvoyés à une théorie d'ensemble nécessaire du système mercantiliste.

Une théorie (et non simplement une histoire) du système mercantiliste se doit de répondre à la question centrale, qui est de savoir si la période mercantiliste est encore féodale, ou déjà capitaliste, ou si elle est une période de transition, et dans ce cas elle doit faire apparaître d'une manière explicite le mouvement des forces qui opèrent pour rendre inéluctable l'éclosion du capitalisme. Mais elle doit en même temps rendre compte des inégalités et des asymétries qui se développent au cours de cette période, tant entre l'Europe d'une part et ses colonies, dépendances et partenaires d'outre-mer d'autre part, qu'à l'intérieur même de l'Europe.

Une littérature riche existe aujourd'hui sur toutes ces questions que nous souhaiterions voir présente à l'esprit du lecteur, plus particulièrement le débat ouvert par le livre de Dobb, où se sont exprimés C. Hill, P. Sweezy, Takahashi et d'autres, l'ouvrage récent de Perry Anderson et les travaux axés sur le système mondial du mercantilisme (Wallerstein, Cox, Frank, Vilar, entre autres) <sup>5</sup>.

[13]

<sup>5</sup> Maurice Dobb, *Études sur le développement du capitalisme*, Maspéro 1969 ; M. Dobb et P. Sweezy, *Du féodalisme au capitalisme*, Maspéro 1977 ; Perry Anderson, *op. cit.* ; I. Wallerstein, *op. cit.* ; Oliver Cox, *Capitalism as a System*, New York 1964 ; André Gunder Frank, *L'accumulation mondiale 1500-1800*, Calmann-Lévy 1977 ; Pierre Vilar, *Or et monnaie dans l'histoire*, Flammarion 1974.

On n'avancera pas beaucoup dans cette théorie tant que l'on restera au niveau général des effets d'ensemble de l'explosion du commerce atlantique sur les sociétés européennes. Car les réactions à ces effets ont été divergentes, dans tous les domaines.

Premier exemple, dans le domaine des effets économiques au sens le plus restreint du terme (prix et salaires). Certes, on constate partout une inflation qui suit la pénétration de l'argent d'Amérique (due non à l'augmentation brutale de la quantité de monnaie, comme Bodin le pensait, mais à son coût de production réduit, comme Marx l'a compris). Mais on constate aussi que la distorsion prix/salaires évolue très différemment d'une région à l'autre de l'Europe, modifiant la rentabilité relative des activités manufacturières, comme le poids relatif réel de la rente foncière en argent et le revenu réel de la petite paysannerie marchande et/ou des *gentlemen farmers*.

Vilar, comme Wallerstein<sup>6</sup> font bien l'historique de la transmission progressive de l'inflation d'ouest en est. Tandis qu'en 1500 l'écart des prix entre la Méditerranée et l'Europe de l'Est est de 6 à 1, en 1750 il n'est plus que de 2 à 1. Mais Wallerstein note que la distorsion prix/salaires est tantôt favorable, tantôt défavorable au capital naissant. A Venise, la marge de profit est rongée par des salaires qui s'élèvent trop vite. En France et en Espagne, au contraire, les salaires réels s'abaissent trop et, de ce fait, le marché pour les manufactures se révèle insuffisant. En Angleterre, il semble qu'une sorte d'optimum soit réalisé par une stabilité des salaires qui ne retrouveront leur niveau de 1250 qu'en 1850, soit six siècles plus tard.

Or, les résultats de ces distorsions est important : ils modifient la division internationale du travail. Wallerstein fait remarquer que le changement décisif qui a pris corps au XVII<sup>ème</sup> siècle n'est pas dans le progrès technique mais dans la localisation des activités. Les vieilles régions manufacturières (Italie et Flandres) périssent parce que leurs prix sont trop élevés et qu'elles ne peuvent surmonter la protection française et anglaise. Par contre, l'Angleterre, jusque-là exportatrice de blé et de bois, devient manufacturière et exportatrices de produits manufacturés.

Deuxième exemple, dans le domaine des rapports de production. Les sociétés européennes réagissent toutes à l'appel du marché. Mais

<sup>6</sup> P. Vilar, *op. cit.* ; I. Wallerstein, *op. cit.*

si différemment qu'il n'est pas exact de dire que l'argent désagrège partout les rapports féodaux. Il les désagrège parfois, mais les renforce parfois également. À l'Ouest, en Angleterre surtout, en France également mais d'une manière moins marquée, les anciens rapports féodaux cèdent du terrain, soit au profit d'une petite paysannerie propriétaire (même si elle reste encore soumise à des droits seigneuriaux, mais allégés), soit au profit d'un système de tenure moins défavorable aux tenanciers. À l'Est de l'Elbe, on sait que la société réagit au contraire par le renforcement du servage et l'alourdissement des corvées. En Amérique, où pourtant la production marchande l'emporte d'une manière plus marquée encore qu'en Europe, dans les plantations, les mines et les *encomienda*, ce sont des rapports esclavagistes, quasi esclavagistes ou de quasi-servage, qui [14] sont prédominants. Nous retrouvons notre thèse sur la corrélation esclavage/ rapports marchands.

Troisième exemple, dans le domaine de l'évolution politique et idéologique. La monétarisation de l'économie et ses effets sur l'activité et la transformation des rapports de production, dans quelque sens que ce soit, pris ensemble, tantôt renforcent l'État, tantôt le désagrègent. Wallerstein<sup>7</sup> propose, pour répondre à cette question, une thèse attirante : dans les centres (dont la balance commerciale est favorable par suite du renforcement de leur capacité d'exportation des manufactures), l'afflux des moyens monétaires facilite à la monarchie la création d'une bureaucratie, qui à son tour permet de taxer davantage tandis qu'à la périphérie, où la situation est inverse, le premier transfert d'argent enferme dans un cercle vicieux opposé qui affaiblit l'État. Soit. Mais il reste que la Pologne se laisse enfermer dans ce cercle vicieux et finit par disparaître, tandis que la Russie réagit pour l'éviter et renforce son appareil d'État. Quoi qu'il en soit et même si l'on reste insatisfait devant cette argumentation, d'apparence peut-être un peu trop économiste et mécaniste, les autres réponses proposées pour rendre compte du fait sont inacceptables. Le recours à l'idéalisme wébérien (de l'éthique protestante) est, comme le rappelle Wallerstein, illusoire ! que l'on compare l'Italie et la Pologne, l'Espagne et la Hongrie et l'on comprendra que le catholicisme, comme le protestantisme, peut s'adapter à des évolutions très différentes. Et parler du nationalisme ici pour expliquer la constitution des États-nations forts, de régionalisme là pour rendre compte de l'absence de cette constitution,

<sup>7</sup> I. Wallerstein, *op. cit.*

est pure tautologie. Il ne reste plus alors que le recours à l'histoire événementielle, qui se contente de rendre compte de l'enchaînement immédiat des faits.

Le débat concernant le caractère féodal ou capitaliste de la période mercantiliste piétine chaque fois que l'on s'arrête à la question posée de cette manière, qui est peut-être alors une fausse question, la véritable étant : quelles sont les classes en présence, comment s'organisent les luttes et les alliances entre elles, comment s'articulent les luttes économiques de ces classes, leurs expressions idéologiques et leurs actions sur le pouvoir politique.

On conviendra sans doute que la période est en effet une période de transition, où coexistent des rapports féodaux et des rapports capitalistes. On conviendra aussi sans doute que le caractère dominant de la société reste féodal en Angleterre jusqu'aux révolutions du XVII<sup>ème</sup> siècle (Cromwell, puis 1688) en France jusqu'à celle de 1789, en Allemagne et en Italie jusqu'à l'accomplissement de leur unité au XIX<sup>ème</sup> siècle, etc. Entendant par là que la nature féodale du pouvoir politique témoigne de cette dominance. Mais on risque de verser dans le formalisme si l'on donne à la coupure de la révolution bourgeoise un sens absolu. Car la lutte des classes qui oppose féodaux et bourgeois commence avant et se poursuit après cette coupure, non sans interférer avec l'organisation du pouvoir et en modifier le contenu. La révolution radicale de Cromwell est suivie d'une restauration, puis d'une seconde « révolution » (nous hésitons à utiliser le mot) douce et incomplète, poursuivie pacifiquement par l'élargissement électoral de 1832, etc. La révolution française, [15] qui culmine en 1793, est suivie d'une longue restauration... 1848 est encore mi-bourgeois, mi-prolétarien (mais déjà en 1793 la revendication prolétarienne, embryonnaire, avait pointé derrière la révolution bourgeoise, comme, après Marx, l'a rappelé Daniel Guérin <sup>8</sup>, suivi d'une seconde restauration. Les unités allemande et italienne sont à peine des révolutions, mais elles créent les conditions de changements sociaux prodigieux. L'abolition du servage en 1861 en Russie est-elle la coupure bourgeoise ? Ou février 1917 ? L'histoire nous a d'ailleurs appris que la révolution socialiste n'est pas différente : la lutte des classes se poursuit après elle, mais en même temps elle crée un point de non-retour dans le changement social...

<sup>8</sup> Daniel Guérin, *La lutte des classes sous la première République, 1793-97* ; Gallimard 1969.

Il ne suffit donc pas de constater la réaction féodale pour caractériser le pouvoir absolutiste occidental de féodal. Parce que, simultanément, on constate aussi le développement d'une paysannerie libre, l'amorce d'une différenciation de classes capitalistes au sein de cette paysannerie (« laboureurs » et « bras nus », yeomen et ouvriers agricoles), l'expansion de la manufacture, la différenciation au sein d'un artisanat qui se libère des contraintes de la corporation, etc.

12. Acceptera-t-on alors les cinq thèses suivantes relatives à la transition au capitalisme central ?

a) Chaque mode de production est caractérisé par ses contradictions et donc par des lois de son mouvement spécifique. Et le mode féodal, en tant que cas d'espèce de la grande famille du mode tributaire, est caractérisé par la même contradiction fondamentale (paysans producteurs/classe tributaire exploiteuse) que toutes les autres espèces du mode tributaire. Mais il n'y a pas de lois de la transition. Chaque transition exprime le cheminement d'une nécessité historique — dépasser des rapports de production anciens pour permettre un développement latent et mûr des forces productives sur la base de nouveaux rapports — à travers une articulation concrète de nombreuses contradictions spécifiques à une formation sociale (et non un mode de production). Il n'y a pas plus de lois de la transition au capitalisme central qu'au capitalisme périphérique ou au socialisme. Il y a que des situations concrètes.

b) Le mode féodal, en tant qu'espèce inachevée, primitive, périphérique du mode tributaire (qui existe sous sa forme achevée ailleurs : Chine, Égypte...) est animé par une tendance profonde qui lui est immanente : il tend vers l'achèvement sous la forme tributaire. En ce sens, le mouvement qui va de l'émiettement féodal du Moyen-Age à l'absolutisme royal mercantiliste n'est pas le fruit du hasard. Le caractère primitif du mode féodal résulte de la combinaison entre la désagrégation de l'empire romain, en voie d'évolution vers une forme tributaire, et l'accélération de la transformation des modes communautaires des Barbares. Perry Anderson <sup>9</sup> a parfaitement illustré ce point. La flexibilité plus grande qui résulte de ce caractère inachevé du mode

---

<sup>9</sup> P. Anderson, *op. cit.*

féodal entraîne l'amorce plus rapide de son dépassement par l'éclosion précoce en son sein des embryons du mode capitaliste.

[16]

c) Les groupes de classes en présence au cours de la période mercantiliste sont de ce fait au nombre de trois : les paysans, les féodaux et les bourgeois. Les luttes de classes, triangulaires, impliquent des blocs mouvants de deux groupes contre un. La lutte des paysans contre les féodaux conduit à la différenciation au sein de la paysannerie et au développement d'un petit capitalisme agraire et/ou à l'adaptation de la féodalité à un capitalisme agraire de grands propriétaires — la Physiocratie en témoigne. La lutte des bourgeois urbains (marchands) contre les féodaux s'articule sur la précédente et donne naissance aux manufactures, au système du putting out, etc. La bourgeoisie tend à se scinder en une fraction supérieure, qui cherche le compromis (protections royales des manufactures et des compagnies marchandes, anoblissement et récupération pour son compte de droits seigneuriaux, etc.) et une fraction inférieure qui est contrainte de se radicaliser.

d) La tendance à l'évolution de l'émiettement féodal au pouvoir absolutiste opère sur ce fond de luttes. Selon donc les forces relatives de chaque groupe (et sous-groupe), cette évolution s'accélère ou avorte, prend telle forme et contenu (soutien de telle classe principale) ou une autre. Le pouvoir prend de ce fait une certaine autonomie sur laquelle Marx et Engels ont appelé l'attention. Donc une certaine ambiguïté, soutien mouvant des uns contre les autres. Si la constitution d'États centralisés (que certains disent, trop simplement, féodaux) ne bloque pas l'évolution au capitalisme, mais au contraire l'accélère, c'est bien parce que la lutte des classes s'aiguise en leur sein. Notre thèse, ici, est que lorsque le mode tributaire prend en Europe sa forme achevée (avec les monarchies absolues), c'est trop tard ; les contradictions de classe nouvelle (capitalisme agraire et capitalisme manufacturier) sont déjà trop avancées pour ralentir d'une manière significative leur développement. En rapport avec ces combinaisons chaque fois spécifiques, il faut analyser : i) le mouvement de la division internationale du travail (entre les régions de l'Europe mercantiliste et entre certaines d'entre elles et les périphéries d'outre-mer qu'elles créent) et ii) le contenu des grands courants idéologiques (Réforme, Renaissance, philosophie des Lumières...) qui sont à des degrés divers des combi-

naisons d'une composante « grande bourgeoise », « petite bourgeoise » (agraire, et/ou artisanale), paysanne et même parfois, embryonnairement « prolétarienne » (là où naît la bourgeoisie, naît aussi le prolétariat).

e) Au terme de la période émerge un monde caractérisé par le résultat d'un développement inégal de type nouveau, différent des résultats du développement inégal aux époques précédentes (tributaire, féodale) : le développement inégal de la période mercantiliste. En 1800, il y a d'une part des centres capitalistes et d'autre part des périphéries, principalement façonnées par l'émergence des premiers, mais parmi ces centres capitalistes certains sont achevés (l'Angleterre, à un moindre degré la France) et d'autres ne le sont pas, dont il faudra suivre l'histoire ultérieure.

13. Avec cet outillage théorique, il nous est maintenant possible de rassembler d'une manière cohérente les évolutions divergentes de l'Europe mercantiliste.

[17]

Revenons à Wallerstein, à Cox, à Frank <sup>10</sup> qui ont fait avancer l'analyse sur cette base, celle de la distinction centres/périphéries. En soulignant les effets de ces rapports centres/périphéries sur la dynamique des centres, ils ont apporté une contribution décisive à une histoire jusque-là largement tronquée par europocentrisme. Perry Anderson ignore malheureusement à peu près totalement cette problématique, ce qui réduit la portée de son travail.

La distinction que Wallerstein propose, fondée sur le caractère introverti ou extraverti du développement économique des centres et des périphéries dès la période mercantiliste, prélude à la construction ultérieure du système capitaliste achevé et de l'impérialisme contemporain, présente une force synthétique remarquable. Bien entendu, ce caractère introverti ou extraverti est un résultat : celui de la combinaison des luttes de classes de la période dans les différentes régions du système.

L'Angleterre est le modèle par excellence du centre mercantiliste. Wallerstein fait observer que cette nation n'est pas seulement commer-

<sup>10</sup> I. Wallerstein, O. Cox et A. Frank, *op. cit.*

çante mais manufacturière et commerçante, qu'elle contrôle sévèrement ses importations pour renforcer son développement autocentré, qu'elle n'est pas autarcique mais au contraire conquérante. Il fait remarquer que la vraie religion de cet État absolutiste n'est pas le protestantisme, mais le nationalisme, comme le montre l'anglicanisme.

La France présente un modèle analogue (y compris au plan de l'idéologie religieuse : le gallicanisme), atténué seulement par les attractions extérieures divergentes qu'elle subit (Paris et le Nord sont attirés vers Anvers, l'Ouest vers le Nouveau Monde, le Midi vers la Méditerranée), lesquelles transfèrent au plan interne des luttes extérieures : alliances des huguenots et des catholiques à des forces étrangères, Angleterre et Espagne, que le roi surmonte après de longues luttes ; tentative de François 1er de contrecarrer Charles V dans son projet similaire de constitution d'un empire continental et batailles inutiles livrées en Italie et en Flandres...

À ce stade, les autres régions d'Europe ne réussissent pas à devenir des centres mercantilistes achevés.

Les régions antérieurement plus avancées (Italie et Flandres) déclinent. Les villes italiennes, non pas parce que leur commerce aurait été asséché par la construction de l'empire ottoman (au contraire, cette constitution occasionne une nouvelle expansion du commerce Ouest-Est), mais précisément parce qu'elles sont plus avancées (on a vu les effets de cette avance sur la dynamique prix/salaires/profits). Même aventure pour la Flandre. Relayées par la Hollande, celle-ci reste maritime et commerçante et le rôle d'Amsterdam est tout entier suspendu à l'équilibre Angleterre-Espagne : les Hollandais conservent leur place tant que l'Angleterre n'a pas encore le contrôle des mers et parce que l'Espagne, qui craint que l'Angleterre ne le lui ravisse, craint moins la Hollande. D'où la flambée hollandaise, de courte durée, suivie de stagnation et de recul, jusqu'au réveil industriel tardif, fondé essentiellement sur le pillage colonial.

[18]

L'Espagne et le Portugal, qui avaient les premiers pris l'initiative de se créer une périphérie, paieront cette avance par le retard ultérieur qu'elle occasionnera : ils se contenteront des profits du monopole du pillage de l'Amérique à laquelle ils se livrent pour payer des importations croissantes de manufactures en provenance d'Angleterre et de

France, s'orientant ainsi vers une économie extravertie et dépendante dont le parasitisme et la pauvreté réelle apparaîtront brutalement lorsqu'ils perdront le contrôle de l'Amérique, tandis qu'ils contribuaient à renforcer l'autonomie introvertie et agressive des centres anglais et français.

La Russie réagira à la menace de périphérisation en se créant sa propre périphérie en Asie et en renforçant son État. Lorsque au XIX<sup>ème</sup> siècle, elle s'intégrera dans le système mondial comme exportateur de blé et importateur de produits manufacturés, elle évitera le sort des semi-colonies grâce à la puissance de cet État, qui interviendra activement pour favoriser une industrialisation autonome du pays. Il en sera de même de la Prusse. Par contre, la Pologne sera rapidement périphérisée par ses exportations de blé, qui se solderont par l'affaiblissement, puis la disparition de son État. La Suède, qui tentera d'abord de trouver par de vaines conquêtes extérieures une compensation à la faiblesse de son agriculture et à la résistance puissante de ses communautés paysannes à la fonction féodale, évitera de justesse le sort de la Pologne. Repliée sur elle-même, elle s'intégrera très tardivement dans le système mondial, mais d'emblée comme centre industriel autonome d'avant-garde.

C'est ainsi qu'au cours de la période mercantiliste se constitue la division du monde capitaliste en centres à vocation industrielle (par l'avance de leurs manufactures et la floraison du petit capitalisme rural et artisanal) qui satisfont par leurs propres moyens leurs besoins dans tous les domaines (et en cela sont autocentrés), acquérant de ce fait une capacité d'agression extérieure décisive, et périphéries façonnées précisément comme économies incomplètes extraverties, complémentaires de celles des centres, fournissant du blé, du sucre, ou des métaux précieux. Ce blé, ce sucre ou ces métaux sont produits dans le cadre de modes de production précapitalistes par leur forme (servage ou esclavage), mais nouveaux en ce sens qu'ils sont établis directement par ou pour les métropoles, parce qu'ils permettent une surexploitation de la force de travail au bénéfice de ces métropoles.

Mais, au terme de la période, de vastes régions du monde n'entrent pas encore dans le classement centre/périphérie. Il y a les pays européens signalés qui ne sont pas périphérisés, c'est-à-dire façonnés comme tels, mais plutôt bloqués, retardés et à qui s'offre encore la possibilité d'évoluer dans un sens ou dans l'autre. C'est le cas de l'Es-

pagne, du Portugal, de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Hongrie, de la Prusse et de la Russie. La Pologne disparaît à leur profit. Et tous ces pays émergeront comme centres autonomes au XIX<sup>ème</sup> siècle. Il y a les relais du système centre/périphérie qui vont également émerger comme centres autonomes : la Nouvelle-Angleterre qui s'emparera de presque toute l'Amérique anglaise. Il y a les ré-

[19]

gions encore extérieures, pour employer la terminologie de Wallerstein : le Japon, l'empire ottoman, la Chine. Celles-ci interviennent bien dans le commerce mondial mercantiliste, mais elles préservent leur autonomie entière, exportent et importent — avec parcimonie, sous leur contrôle absolu — ce qui convient à leur classe dirigeante d'échanger, en général des produits rares. Dans l'océan Indien, les Portugais sont une puissance navale, mais comme marchands ils doivent traiter avec les classes dirigeantes locales, et en cela le commerce de l'océan Indien ne permet pas, comme celui de l'Atlantique, d'accélérer l'accumulation au centre. Il y a aussi l'Inde et l'Indonésie, à moitié conquises militairement, mais pas encore refaçonnées comme périphéries. Elles le seront au moment de la révolution industrielle, lorsque les manufactures et l'artisanat indien seront systématiquement détruits par les Anglais et des plantations semi-esclavagistes établies dans les Indes néerlandaises. Il y a enfin l'Afrique noire, qui est autonome en apparence mais est déjà, tout au long de la période mercantiliste, périphérisée comme fournisseur d'esclaves pour la périphérie américaine.

## IV — LE DÉVELOPPEMENT INÉGAL DANS LA RÉVOLUTION BOURGEOISE.

[Retour à la table des matières](#)

14. Le développement inégal à l'intérieur de l'Europe mercantiliste résulte des combinaisons des luttes de classe particulières à chaque formation. Nous avons déjà amorcé l'analyse de ces combinaisons dans les sections précédentes, traitant des voies diverses de l'émergence du capitalisme, des modalités de la crise du féodalisme et de la nature et des modalités de la transition mercantiliste.

Les travaux concernant la composante paysanne <sup>11</sup> de ces luttes nous ont inspiré les quatre thèses que nous développons maintenant.

15. Première thèse. La lutte qui oppose les paysans exploités à la classe tributaire (féodale) qui les exploite constitue la composante décisive de la combinaison des luttes qui assurent le passage au capitalisme. Là où cette lutte est rendue plus difficile par le caractère achevé du mode tributaire, la bourgeoisie (urbaine) manque de l'allié essentiel qui lui permet d'obliger le pouvoir à composer avec elle ; et, de ce fait, le passage au capitalisme est retardé. L'inverse est vrai pour les sociétés féodales, c'est-à-dire tributaires inachevées (Europe et Japon) ; et c'est là l'expression du développement inégal des systèmes. Evidemment, lorsque la bourgeoisie est trop faible, les luttes paysannes

---

<sup>11</sup> Outre les ouvrages cités de P. Anderson, Dobb, Dobb et Sweezy, Wallerstein, Vilar, Frank, Cox, Guérin, voir : Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, A. Colin 1949 ; Witold Kula, *Théorie économique du système féodal*, Mouton 1970 ; Frédéric Mauro, *L'expansion européenne 1600-1870*, Cleo 1964 ; Christopher Hill, *Le monde à l'envers*, Payot 1977 ; Éric Williams, *Capitalisme et esclavage*, Présence Africaine 1968 ; Albert Soboul, *Précis d'histoire de la révolution française*, Éd. sociales, 1962 ; Albert Mathiez, *La révolution française* ; Florence Gauthier, *La voie paysanne dans la révolution française*, Maspéro 1975 ; Albert Soboul, *Problèmes paysans de la révolution 1789-1848*, Maspéro 1976 ; Éric Hobsbawm, *L'âge de la révolution 1789-1848*, Fayard ; Marcel Lidove, *Les Vendéens de 93*, Le Temps qui Court, Seuil ; Philippe Joutard, *Les Camisards*, Archives Julliard ; Yves Marie Bercé, *Croquants et Nu-pieds*, Archives Julliard.

échouent, car à elles seules, elles ne sauraient produire le capitalisme. C'est le cas de la guerre des Paysans en Allemagne, alors que les luttes paysannes en Angleterre et en France fraient la voie au développement capitaliste.

La lutte paysans/classe tributaire est certainement une caractéristique générale de toutes les sociétés de classes précapitalistes. Elle en est même la contradiction fondamentale, comme aujourd'hui, dans tout le système [20] capitaliste, la contradiction prolétariat/bourgeoisie. La révolte paysanne est, aux systèmes précapitalistes de classes, ce que la grève est au système capitaliste.

Mais, de même que l'acuité et la radicalisation des luttes prolétaires varient à l'extrême selon les conditions d'un pays et d'une période à l'autre, de même c'est le cas des luttes paysannes anti-tributaires. Le cadre objectif (peut-être déterminant ?) qui favorise ou défavorise cette acuité invite à remonter aux origines de la constitution de la société tributaire. Les modalités du passage au féodalisme dans les régions où la communauté primitive est encore proche ont peut-être constitué l'élément favorable décisif, car la dépossession de ces communautés par la classe féodale est encore présente dans le souvenir, et même parfois encore en cours, lorsque se développe déjà la lutte nouvelle contre la féodalité installée.

Cependant, ce cadre général ne saurait être considéré comme déterminant d'une manière absolue et mécaniste. Des circonstances diverses s'y greffent qui en accentuent ou en réduisent la portée potentielle. Parmi ces circonstances il faut signaler l'ampleur des relations extérieures marchandes : le commerce à longue distance. En ce sens, il est peu douteux que la mercantilisation de l'économie atlantique (notamment le passage à la rente en argent et l'attrait de consommations nouvelles que la classe féodale doit acheter) a avivé la lutte des classes fondamentale en Europe. Lutttes paysannes et lutttes bourgeoises s'articulent les unes aux autres pour se renforcer mutuellement dans une spirale accélératrice de l'histoire. Le progrès du commerce donne un allié aux paysans et en même temps un débouché à leur production marchande autonome lorsqu'ils arrachent des concessions aux féodaux. Ce développement du petit capitalisme agraire libère de la main-d'œuvre qui renforce la possibilité d'un développement manufacturier et commercial urbain, etc. Inversement, la faiblesse de l'une ou

l'autre des deux composantes paysanne et bourgeoise introduit une spirale inverse qui ralentit le mouvement nécessaire de l'histoire.

D'autres circonstances interviennent, en greffe sur les premières. L'expansion externe du mode tributaire constitue une issue qui atténue les luttes paysannes (on fera l'analogie avec les effets de l'expansion impérialiste sur la lutte des classes prolétariennes). Cette expansion peut prendre la forme de colonisation de terres « vides » (Portugais, Espagnols, Anglais en Amérique, Russes en Sibérie et en Ukraine... : analogie avec les effets de l'émigration du prolétariat anglais vers l'Amérique du Nord et l'Australasie). Mais elle peut prendre aussi la forme de colonisation de peuples étrangers (germanisation de terres slaves, etc.) et opérer, dans ce cas, comme des luttes nationales occultant leur contenu de classe.

Le jeu politique des classes face au pouvoir et le contenu des idéologies par lesquelles elles s'expriment acquièrent, pour toutes ces raisons combinées, une certaine autonomie. D'une manière générale, les grands courants idéologiques qui accompagnent le passage au capitalisme sont ambigus : ils contiennent une composante paysanne et une composante bourgeoise (par exemple [21] dans le protestantisme <sup>12</sup>. Le fait que la composante paysanne prenne rarement son indépendance complète (et, dans ce cas, uniquement sous la forme religieuse de millénarisme « communiste ») témoigne de la nécessité historique d'un développement ultérieur des forces productives qui rend la société sans classes encore impossible.

16. Deuxième thèse. Plus la lutte paysanne est aiguë et radicale, plus révolutionnaire sera le processus de renversement de l'État féodal et plus pur sera le caractère de l'État bourgeois qui lui succède (c'est presque une tautologie). S'ensuit-il que plus rapide sera le processus de l'accumulation du capital qui suivra ? Cette thèse est discutée.

Marx distingue, comme on sait, la voie révolutionnaire du passage au capitalisme de la voie « prussienne » (on pourrait dire : réformiste). Dans la première, les paysans se libèrent de la tutelle féodale, établissant une économie « petite marchande simple » de paysans libres parmi lesquels opère une différenciation d'où sort un capitalisme agraire

---

<sup>12</sup> C. Hill, *op. cit.*

diffus. De même, de l'artisanat libéré des contraintes corporatistes naissent de petites entreprises industrielles dynamiques. « Le producteur se fait commerçant ». L'inverse a lieu quand le capitaliste commerçant se fait marchand-entrepreneur, manufacturier, puis industriel (putting out), et/ou quand le seigneur féodal se fait latifundiste marchand. Le second processus ne résulte pas alors d'une nécessité interne mais d'effets provoqués de l'extérieur, par l'insertion dans le système mercantiliste et capitaliste (mais pré-monopoliste). « Révolution par en haut » ou même réforme plutôt que révolution, pour autant que ce concept exige l'intervention victorieuse de forces sociales d'en bas ?

La révolution française est le modèle de la révolution bourgeoise radicale. Comme Albert Soboul <sup>13</sup> l'analyse, le bloc des paysans libres et des petits producteurs artisanaux s'y opposé à celui de l'oligarchie des grands propriétaires féodaux et de la haute bourgeoisie commerciale et financière. Bien que plus tard l'Empire puis la Restauration aient imposé un compromis •sauvegardant les intérêts de la haute bourgeoisie et de la grande propriété capitaliste issue des ci-devants féodaux, l'abolition des droits seigneuriaux sans contrepartie et les ventes de biens nationaux, sur lesquels la réaction ultérieure n'a pas pu revenir, ont renforcé les positions de la petite paysannerie et, au sein de celle-ci, de sa couche « koulak ». Selon une thèse largement répandue, et reprise par Eric Hobsbawn <sup>14</sup>, le poids de cette petite paysannerie a ralenti le développement ultérieur du capitalisme en France.

La révolution anglaise fut en effet moins radicale. Dans ce pays où la petite paysannerie libre et la couche riche de celle-ci, les *yeomen*, étaient plus anciennes et ont été le fer de lance de la révolution de Cromwell (avec derrière eux, les nivelleurs, dont l'idéologie révolutionnaire témoigne d'un radicalisme sans pareil à l'époque), la réaction est parvenue à imposer un compromis plus favorable qu'en France à la haute bourgeoisie et à la grande propriété aristocratique, qui s'est engagée dans la voie de la révolution agricole, de la modernisation capitaliste, sur un modèle voisin de celui des Junkers [22] prussiens et des grands propriétaires russes, polonais et hongrois. La révolution de 1688 témoigne de la nature de ce compromis sur lequel l'Angleterre a vécu jusqu'à l'abolition des *Corn Laws* au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, li-

<sup>13</sup> Albert Soboul, *op. cit.*

<sup>14</sup> E. Hobsbawn, *op. cit.*

quidant les positions du capitalisme agraire au bénéfice exclusif de l'industrie.

L'interprétation des rythmes différents du développement industriel ultérieur (rapide en Angleterre, lent en France) que nous proposons est différente de celle des deux thèses qui s'affrontent.

En France, le facteur qui ralentit l'industrie n'est pas l'existence en soi d'une petite propriété paysanne vivace, car celle-ci aurait pu se désagréger rapidement par un processus interne de différenciation. C'est la force du prolétariat qui impose à la bourgeoisie l'alliance paysanne. Cette force, le prolétariat français la tient non de son nombre (qui, par la nature des choses, est en proportion de l'industrie), mais des antécédents radicaux de la révolution. Or l'alliance paysanne comporte un coût : le protectionnisme agricole, qui freine la différenciation interne de la paysannerie et limite doublement l'essor de l'industrie, en ralentissant l'exode rural et en limitant les moyens de l'accumulation industrielle.

En Angleterre, cet obstacle a été surmonté plus tôt. La différenciation au sein de la paysannerie s'accélère avant la révolution industrielle, en corrélation avec la modernisation de la grande propriété. La révolution industrielle disposera de ce fait d'un prolétariat plus nombreux que nulle part ailleurs. Celui-ci a failli se radicaliser après la révolution industrielle, aux temps du chartisme. Peut-être la soupape de l'émigration massive a-t-elle été une des raisons de l'avortement de cette tentative. Toujours est-il que, pour faire face à ce prolétariat, la bourgeoisie ne peut pas recourir à l'alliance paysanne interne. Elle recourt alors à une alliance paysanne externe : avec les fermiers américains, en sacrifiant les grands propriétaires anglais, pourtant modernes. Et puis, il y a le pillage de l'Inde, et le brigandage anglais en Irlande, avec ses effets idéologiques déplorables.

La troisième voie, d'ailleurs, la voie américaine signalée par Lénine, a été celle d'une industrialisation également très rapide. Ici, la petite paysannerie n'est pas issue d'une révolution antiféodale. Notre thèse est que la Nouvelle-Angleterre a été un sous-produit du mercantilisme anglais, caractérisé d'une manière exceptionnelle par l'étendue du mode de production marchand simple dans la formation sociale. Que ce mode contienne en germe un développement capitaliste rapide,

conformément à la thèse de Dobb<sup>15</sup>, le cas des États-Unis le démontre encore mieux que celui de l'Angleterre ou de la France. Ce développement a été servi, il est vrai, par d'autres conditions exceptionnelles : l'étendue et la richesse du pays, l'afflux de l'immigration, le surplus de la colonie esclavagiste interne.

Il n'est pas dit que la voie prussienne freine nécessairement l'industrialisation ultérieure. L'importance des moyens d'accumulation tirés de la surexploitation des paysans, s'ils ne sont pas absorbés par une rente foncière trop élevée — et l'État allemand unitaire veille à ce qu'il en soit ainsi — accélère l'industrialisation. Ici apparaît d'une manière décisive la manière dont [23] l'économie émergente nouvelle s'insère dans le circuit mondial. Si la classe dirigeante se constitue comme exportatrice de produits agricoles, elle engage le pays dans un processus de dépendance et d'échange inégal au détriment de l'accumulation interne. Mais si elle se constitue comme exportatrice industrielle, finançant son industrie par le surplus agraire, la voie prussienne peut se révéler très efficace. Le premier cas est celui de la Hongrie et de la Roumanie par exemple, le second de l'Allemagne, du Japon et de l'Italie. Le cas russe se situe entre les deux.

Ainsi donc, la vitesse de l'industrialisation est passablement indépendante de la nature de la voie, révolutionnaire ou réformiste, empruntée par la révolution bourgeoise. Elle dépend principalement de la lutte des classes et des alliances bourgeoises conclues postérieurement à la révolution bourgeoise. Fréquemment un prolétariat fort ralentit l'accumulation. *A contrario*, après une défaite sérieuse du prolétariat, l'accumulation peut s'accélérer. Un bel exemple est celui de la croissance économique de l'Allemagne après la deuxième guerre mondiale. Battu en 1933, n'ayant pas réapparu sur la scène politique en 1945, le prolétariat allemand a subi des conditions de travail très dures : ainsi, en 1965 encore, les coûts salariaux de l'industrie allemande représentent 55% de ceux des États-Unis, contre 74% en France. Mais la croissance rapide qui en a résulté de 1950 à 1970 permet de rattraper le retard salarial. En 1974, les mêmes pourcentages sont de 99% et de 83%, c'est-à-dire que le rapport Allemagne-France est inversé<sup>16</sup> d'autant que l'excédent de la balance extérieure qui l'accompagne en ac-

<sup>15</sup> M. Dobb, *op. cit.*

<sup>16</sup> Chiffres provenant de l'étude du GRESI, La situation des États-Unis au début de l'administration Carter, juillet 1977, p. 30.

centue les effets, par surévaluation du mark et dévaluation du franc, dans un cadre politique de social-démocratie de droite parfaitement domestiquée par le capital. Ce. n'est certes là qu'un parallèle, une analogie. Diverses issues sont possibles à une conjoncture de résistance efficace des exploités : une situation de hauts salaires peut engendrer la stagnation, ou au contraire induire un progrès technique intensif. Mais ce parallèle est instructif dans la mesure où il révèle comment la paysannerie française, forte de son alliance avec la bourgeoisie, est responsable de la lenteur de l'accumulation.

17. Troisième thèse. Dans les révolutions bourgeoises radicales, la composante paysanne radicale va bien au-delà de revendications capitalistes. Elle met en question la société de classe en tant que telle. Albert Soboul <sup>17</sup> note que les paysans pauvres ne veulent pas le partage des communaux que réclament les riches. Les communaux seront donc maintenus dans de vastes régions en France et ne disparaîtront que lentement et progressivement au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, lorsque les paysans riches auront acquis les moyens de les détourner à leur avantage en passant des contrats de mise en valeur avec les municipalités qu'ils contrôlent.

Cette résistance des paysans pauvres aux exigences objectives du développement capitaliste, ne la retrouve-t-on pas ailleurs ? Pensons par exemple au nord du Portugal contemporain.

[24]

Cette résistance doit-elle être considérée comme réactionnaire du fait qu'elle est un handicap au développement capitaliste des forces productives ? Ce serait adopter le point de vue de classe de la bourgeoisie. Car, de la même manière, on l'a vu, la résistance prolétarienne freine la croissance capitaliste. Au contraire, il faut comme Rey <sup>18</sup>, souligner le caractère progressiste de cette résistance, qui amorce celle de la classe sur le dos de laquelle le progrès capitaliste des forces productives se fera : le prolétariat. Daniel Guérin <sup>19</sup>, en insistant sur la dimension prolétarienne embryonnaire dans les luttes que les « bras nus » et les paysans pauvres ont menée, s'est attiré une critique violente, qui

<sup>17</sup> A. Soboul, *op. cit.*

<sup>18</sup> P.P. Rey, *Les alliances de classes*, Maspéro 1973.

<sup>19</sup> D. Guérin, *op. cit.*

nous paraît bien social-démocrate par son inspiration. Car la lutte des paysans pauvres est bel et bien une lutte contre la société de classes en soi.

18. Quatrième thèse. Radicales ou non, les luttes paysannes dans la transition au capitalisme central, c'est-à-dire *avant* l'époque impérialiste, ont finalement toujours servi la bourgeoisie et non la paysannerie. Selon leurs modalités, elles ont favorisé l'une ou l'autre section de la bourgeoisie : la petite bourgeoisie agraire de koulaks issue de la différenciation paysanne, ou la grande propriété foncière capitaliste, intégrée au marché et modernisée dans ses techniques, c'est-à-dire la grande bourgeoisie agraire, ou la bourgeoisie industrielle proprement dite. Mais elles ne sont jamais parvenues à ce qui était l'objectif de l'aile radicale du mouvement paysan, celle des paysans pauvres : celui d'une société paysanne sans classes, égalitaire et communautaire.

Cet échec témoigne donc de ce fait décisif que le développement potentiel des forces productives exigeait encore des rapports de production d'une société nouvelle certes, mais qui restait une société de classe, la société capitaliste. Il exprime la nécessité dans l'histoire.

Cependant, aujourd'hui, dans le cadre du système impérialiste, le même mode capitaliste n'est plus capable de donner au développement des forces productives leur plein épanouissement potentiel à la périphérie du système par suite des effets de domination, de surexploitation et de distorsion du développement du capitalisme. De ce fait, les luttes paysannes radicales n'apparaissent plus comme objectivement partie de la révolution bourgeoise, mais au contraire comme partie de la révolution socialiste. La paysannerie pauvre qui s'oppose à l'exploitation de classe a, cette fois, l'allié qu'elle n'avait pas en France en 1793 : un prolétariat véritable.

Sans doute, les pays de la périphérie contemporaine ne sont-ils pas tous des maillons faibles du système impérialiste, et sans doute aussi ne sont-ils pas nécessairement les seuls à l'être. L'Europe du Sud constitue peut-être un maillon faible au centre du système contemporain. S'il en est ainsi, ce n'est certainement pas pour les raisons invoquées plus haut, qui ne concernent que la périphérie : au centre, en effet, la paysannerie est en voie de disparition et, de ce fait, ne saurait plus constituer la réserve révolutionnaire principale.

[25]

## V — RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS.

[Retour à la table des matières](#)

19. Le contraste entre l'économie mondiale européenne qui se constitue au cours de la transition mercantiliste et l'expansion des empires tributaires antérieurs accuse la singularité de la transition au capitalisme et contraint par là à réfléchir sur les questions fondamentales du matérialisme historique.

L'expansion géographique des autres sociétés tributaires avancées n'avait jamais revêtu cette forme. L'État tributaire centralisé chinois intègre les régions méridionales nouvellement colonisées comme des provinces ordinaires, soumises au même système de prélèvement d'un tribut centralisé ponctionné par une bureaucratie de prébendiers. Au contraire, l'expansion européenne crée pour la première fois une véritable périphérie sur la base d'une spécialisation inégale de la production. Alors que l'empire est une unité politique, le système mondial européen est économique, c'est-à-dire que les liens qui en relient les différentes parties sont économiques et non nécessairement ou principalement politiques. Cela n'est pas une coïncidence fortuite, mais au contraire révèle des choses essentielles concernant le fonctionnement des relations entre la base et la superstructure dans les différents modes de production.

Nous avons développé cette thèse en affirmant que le mode tributaire était la forme la plus générale de la société de classes précapitaliste, que l'esclavage était exceptionnel et, comme le mode marchand simple, marginal, que le féodalisme était une forme périphérique du mode tributaire et que, pour cette raison précisément — parce que forme plus précoce, encore marquée par les caractères de la société communautaire d'origine — il était destiné à se dépasser lui-même plus facilement, assurant à l'Europe son destin exceptionnel.

Le mode tributaire définit à la fois des rapports de domination (classe-État gouvernante et paysans gouvernés) et des rapports d'exploitation (extorsion d'un surplus sous forme de tribut). La transparence des rapports d'exploitation implique la domination des rapports

de domination, c'est-à-dire de l'instance politique idéologisée. Un tel mode, sous sa forme achevée, est d'une grande stabilité. Il peut donc absorber un progrès des forces productives sans remettre en cause les rapports de production (ensemble des rapports de domination et d'exploitation), ce qui nous rappelle que la thèse de la détermination mécanique des rapports de production par le niveau de développement des forces productives n'est pas une thèse marxiste mais économiste vulgaire. En effet, le type de progrès des forces productives n'est pas indifférent, neutre, mais commandé par les rapports de production. La technologie n'est pas le *primus movens* autonome, découlant du progrès de l'esprit humain, version laïque de Dieu dans la philosophie des Lumières. Cette technologie est orientée par les exigences des rapports de production. Ici, par exemple, le mode tributaire achevé, en Egypte et en Chine, sera capable d'orienter le progrès des forces productives en direction de l'amélioration considérable des techniques d'irrigation, de construction (financées par le progrès agricole) et de communication (routes, postes, etc.), renforçant ainsi le mode tributaire lui-même.

[26]

L'esclavage ne définit pas un mode de production ; ce concept relève en effet de l'instance politique, c'est-à-dire qu'il définit un type de domination, comme la dépendance personnelle, le servage ou le droit bourgeois définissent d'autres statuts des personnes qui constituent le cadre des rapports de domination. L'existence d'esclaves ne révèle donc pas nécessairement celle d'un mode esclavagiste, lequel suppose un rapport d'exploitation des esclaves. Or ce rapport n'apparaît qu'exceptionnellement, en général lorsque les esclaves produisent pour le compte de leurs maîtres un produit marchand. Le mode esclavagiste est alors associé à un autre mode de production dominant : soit un mode communautaire (lignager), soit un mode tributaire (Antiquité classique), soit le mode capitaliste (États-Unis au XIX<sup>ème</sup> siècle).

Si le mode tributaire comme les modes communautaires excluent en principe les rapports marchands, ceux-ci apparaissent dans les interstices des sociétés non marchandes comme mode associé dominé, ou plus souvent, dans les rapports externes des communautés ou des empires tributaires (commerce lointain). Et c'est précisément dans les situations, toujours exceptionnelles, où ces rapports marchands prédo-

minent au moins sectoriellement que le mode esclavagiste se développe.

Ces précisions conceptuelles nous permettent de mieux comprendre la nature de la société européenne féodale, les raisons des formes particulières de son expansion ainsi que la genèse du capitalisme. Si l'Europe féodale n'est pas un empire, c'est parce que le mode féodal est une forme périphérique, non achevée, du mode tributaire. Le démembrement de la puissance étatique et la non-centralisation du surplus trouvent leur origine lointaine dans la nature du dépassement de l'empire romain par des Barbares à peine sortis des modes communautaires. Les formes primitives du mode tributaire sont donc plus flexibles que ses formes achevées et c'est de l'Europe arriérée que sortira le dépassement capitaliste du mode tributaire, non de l'Orient avancé. Cette expression du développement inégal dément la thèse du développement linéaire continu des forces productives et de la détermination par elles de modes de production successifs.

Si, de 1150 à 1300, l'expansion géographique du mode féodal a pu opérer sans problème grâce à l'abondance des terres vierges (on observe des phénomènes analogues en Afrique), la contraction, de 1300 à 1450 (l'expansion démographique se heurte aux rendements décroissants au niveau des techniques en cours), réduit la rente féodale et conduit à la crise. Les tentatives des seigneurs de trouver des terres nouvelles amèneront l'énorme expansion de l'Ibérie en direction de l'Amérique et de la Russie en Sibérie. Parallèlement, des formes extrêmement violentes d'exploitation du travail seront mises en vigueur : encore une fois, l'esclavage apparaîtra (en Amérique), contrairement à la thèse mécaniste qui voudrait y voir un mode de production plus arriéré que le féodalisme, tandis que le servage réapparaîtra en Europe orientale, toujours en conjonction avec la naissance du capitalisme.

[27]

Les tentatives de constitution d'un empire européen devaient néanmoins échouer, toujours pour cette raison fondamentale des résistances féodales, héritage des vieilles libertés des communautés infiniment moins soumises qu'elle ne le sont dans les formes plus avancées du mode tributaire (Chine, Égypte), encore une fois contrairement aux préjugés du mode asiatique. Cet échec va conduire à la solution capitaliste du problème : la juxtaposition d'États nationaux absolus cen-

traux, de cités libres et de provinces autonomes, comme à la constitution de la périphérie (américaine) du système économique européen prélude au développement capitaliste inégal des temps modernes.

La seconde opposition qui se dessine - celle de centre et de périphérie de ce système - est tout aussi essentielle. Le système étant économique, c'est au plan de l'économie que les clivages nouveaux se dessinent ; l'économie des centres est autocentrée, celle des périphéries extraverties et confinée par la division inégale du travail à produire des marchandises de rang inférieur, dont le travail est moins rémunéré. Les racines lointaines de l'échange inégal remontent à ces premiers siècles du capitalisme.

## **B. LE DEVELOPPEMENT INÉGAL DANS LES CENTRES CAPITALISTES.**

*(la question nationale  
et les questions régionales au centre)*

[Retour à la table des matières](#)

La coupure que représente l'émergence de nations capitalistes centrales achevées au cours du XVIII<sup>ème</sup> siècle est si importante que 1800 marque certainement le tournant décisif de l'histoire universelle, la date de naissance de l'histoire universelle.

La consolidation progressive de la zone centrale du système capitaliste mondial (Europe, Amérique du Nord, Japon, Australie) et la division définitive de ce système entre cette zone et la zone périphérique (Asie, Afrique, Amérique latine) s'étendent néanmoins sur un siècle entier. Au cours de ce siècle, la question nationale sera progressivement réglée en Europe, parallèlement à l'émergence des formations capitalistes centrales concernées. Une série de questions, dites régionales, resteront néanmoins pendantes, qui relèvent aussi de la problématique du développement inégal. Nous traiterons ici successivement, de ces deux séries de questions.

## I — LA QUESTION NATIONALE DANS L'ÉMERGENCE DES FORMATIONS CAPITALISTES CENTRALES.

[Retour à la table des matières](#)

En 1848, la révolution éclate en France et semble s'étendre pour embraser toute l'Europe. Le manifeste communiste annonce la révolution socialiste. Pourtant, pendant les trois quarts de siècle qui vont suivre, à l'exception de la Commune de Paris, et jusqu'aux révolutions russes de 1905 et de 1917, le capitalisme ne sera pas menacé. Des luttes très violentes vont secouer l'Europe et la transformer, mais ces luttes seront toutes des luttes nationales.

[28]

En 1848, donc il n'y avait guère que trois États-nations, constitués en formations capitalistes à peu près achevées : l'Angleterre, la France, les États-Unis.

De la longue histoire de la saturation du capitalisme et du développement inégal aux époques féodale et mercantiliste, avaient émergé ces trois États à peu près nationaux. En France et en Angleterre, la lutte des classes s'y développe entre trois ensembles - la féodalité, la bourgeoisie, la paysannerie — et même trois et demi, dans la mesure où le prolétariat embryonnaire parvient, dans les moments exceptionnels (Cromwell, 1793), à faire entendre une voie discordante. Aux États-Unis (du moins dans les États du nord), une formation capitaliste sans antécédent féodal est née. Après la révolution industrielle, les compromis issus de la série des révolutions bourgeoises et des restaurations qui leur ont succédé se stabilisent et la lutte bourgeoisie/prolétariat prend le devant de la scène. Cette lutte de classe est bel et bien débarrassée de toute bavure au plan national. Bourgeois et prolétaires appartiennent à la même nation, une nation satisfaite d'elle-même, formée progressivement au cours des trois siècles précédents. Il y a bien des problèmes nationaux non réglés - celui de l'Irlande en premier — qui émergeront plus tard, réagissant sur ces luttes de classes. Mais ils sont mineurs, en ce sens qu'ils ne déterminent pas la forme principale dans laquelle s'exprime la question

numéro un, la question sociale, pour employer l'expression de l'époque. Témoignage : le chartisme anglais et la Commune de Paris.

Mises à part ces trois nations, comment se présente l'Europe de l'époque ? Il y a les petites nations bourgeoises — la Hollande, le Danemark, la Suède - pas encore entrées dans l'ère industrielle. Il y a le Portugal, nation bloquée à l'étape mercantiliste. Il y a l'Espagne, État à moitié national seulement, où le même blocage a ruiné la possibilité historique d'une fusion, fût-ce par « le fer et le feu », des Castillans, des Catalans et des Basques (comme en France avait été francisée l'Occitanie). Mais il y a au-delà du Rhin et des Alpes, un conglomérat de principautés et d'empires qui ne sont ni nationaux ni capitalistes. L'émergence tardive du capitalisme ici va coïncider avec l'émergence des nations, au lieu de lui succéder. Et, de ce fait, les luttes de classes dans cette Europe (qui constituent la motivation en dernière analyse de tous les combats qui s'y déroulent) vont s'enchevêtrer avec les luttes nationales. Plus exactement, les luttes de classes vont, dans une large mesure, prendre la forme de luttes nationales. De sorte que les vingt cinq ans qui suivent 1848 vont être occupés principalement par les unifications allemande et italienne, et les quatre décennies suivantes par l'éclatement des empires russes, austro-hongrois et ottoman. Bien sûr, l'unité allemande, l'unité italienne, la constitution des États nationaux danubiens et balkaniques sont des révolutions bourgeoises. Mais bien déguisées...

Il existe une abondante littérature qui traite de ces questions, notamment chez Marx et Engels eux-mêmes, analysés et commentés d'une manière sérieuse dans des études qui ne relèvent pas de la marxologie ou de l'exégèse laudative pure et simple, puis des marxistes des régions concernées : Kautsky, [29] Rosa Luxemburg, Otto Bauer et tous les austro-marxistes (Karl Renner, Josef Strasser, Otto Strasser), Anton Pannekoek, Lénine, Trotsky et Staline, etc.. bien pré-

sentés et commentés <sup>20</sup>. Nous voudrions seulement attirer l'attention sur les quelques points qui suivent.

1. L'histoire européenne des décennies 1850-1914 a pris, de fait, l'aspect principal d'une histoire de luttes nationales. C'est si vrai que Marx et Engels, non seulement ont beaucoup écrit sur ces questions, mais surtout ont cru nécessaire, pour le mouvement du prolétariat, de prendre position. Ils avaient raison sur le principe, même si les positions qu'ils ont prises sont discutables.

Marx et Engels donnaient le primat aux classes sur les nations, adoptaient de ce fait une attitude pragmatique dans les luttes nationales et subordonnaient l'autodétermination aux exigences de ce qu'ils croyaient être l'intérêt à plus long terme du prolétariat.

Ils ont parfois, devant la carence des luttes de classes franches et la violence des luttes nationales, opéré un glissement substituant des nations aux classes, « investissant des nations du rôle des classes » <sup>21</sup>, c'est-à-dire parlant de nations progressistes et de nations réactionnaires. Il est vrai, comme on le verra que les nations progressistes en question le sont pour leur contribution, jugée possible, à la révolution bourgeoise, tandis que les nations réactionnaires sont féodales. Il n'y a pas, dans ce débat, de nations prolétaires.

Faisons pour le moment, ces observations sans commentaires. Marx et Engels ne traitent pas ici de la division du monde en nations impérialistes et nations dominées par l'impérialisme, division qui n'apparaîtra que plus tard. Mais si, *mutadis mutandis*, on employait au-

<sup>20</sup> Miklos Molnar, *Marx, Engels et la politique internationale*, Idées 1975 ; Yvon Bourdet, *Otto Bauer et la révolution*, E.D.I. ; G. Haupt, M. Lowy, C. Weill, *Les marxistes et la question nationale 1848-1914*, Maspéro 1974 ; textes de Kautsky, Luxemburg, Karl Renner, Otto Bauer, Josef Strasser, Anton Pannekoek ; Josef Strasser, Anton Pannekoek, *Nation et lutte de classe*, 10-18, 1977 ; *Histoire du marxisme contemporain*, 2 vols., Institut Feltrinelli, 10-18, 1976, article de Agnelli ; Solomon F. Bloom, *The World of Nations ; a study of the national implications in the work of K. Marx*, Columbia University Press, 1941 ; Horace B. Davis, *Nationalism and Socialism*, M. Press, 1967 ; Eric Hobsbawm, *The Age of Capital, 1848-1875*, Londres 1975 ; Voir également les bibliographies in Pierre Souyri, *Le marxisme après Marx*, Flammarion 1970 et Kostas Papaioannou, *Marx et les Marxistes*, Flammarion 1972.

<sup>21</sup> Comme le note Molnar, *op. cit.*, p. 122.

aujourd'hui le langage de Marx et déclarait l'Angleterre, ou la France, ou l'Allemagne et les États-Unis, nations réactionnaires, pour investir la nation égyptienne, ou arabe, ou cubaine ou vietnamienne, d'un rôle révolutionnaire, on entendrait bien des protestations...

2. Marx et Engels fondent leur distinction sur celle, fameuse, de « nations sans histoire » et de « nations historiques ».

Les dernières sont celles qui ont été capables de former leur État, c'est-à-dire dont les classes dirigeantes leur sont propres. Ce sont donc des nations mobilières (type : les Russes, les Polonais, les Hongrois) ou bourgeoises (les Français, les Anglais, les Allemands, les Italiens...). Les premières sont celles qui n'y sont pas parvenues, qui sont donc dominées par des classes exploiteuses étrangères (féodales) : ce sont des nations paysannes (les Tchèques dominés par des féodaux et les bourgeois allemands, les Croates par les féodaux hongrois, les peuples balkaniques par les féodaux ottomans...). Il y a parfois, sur ce plan, quelques simplifications, voire quelques erreurs : il y a une féodalité croate en Croatie par exemple. Mais peu importe. Il y a parfois une bourgeoisie locale naissante (tchèque, grecque...) mais elle est très faible.

[30]

Les nations « sans histoire » sont donc des nations paysannes, dans la mesure où elles répondent réellement au critère de classement de Marx et Engels.

Or Marx et Engels n'ont aucune sympathie pour ces nations paysannes, qu'ils jugent incapables de faire une révolution bourgeoise, a fortiori prolétarienne, et qui sont, de ce fait, des troupes que manipule la pire réaction féodale. L'exemple, qui ne cessera de hanter Marx, est la conduite des armées (dans une large mesure tchèques et croates) qui servirent à massacrer les révolutionnaires de 1848 en Autriche. Marx et Engels seront, de ce fait, persuadés que les peuples slaves paysans du Danube et des Balkans ne pourront qu'être manipulés par le tsar, par le biais du panslavisme, pour le bénéfice de la pire réaction, contre le peuple allemand plus avancé, puisque constitué de bourgeois et de prolétaires.

L'erreur de jugement est aujourd'hui facile à déceler. Marx envisage bien le glissement par étapes de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste en Allemagne (et plus tard en Espagne), ayant l'intuition géniale du développement inégal, que Lénine, lui, saura dégager. Mais il n'a pas l'intuition d'un glissement par étapes d'une révolution paysanne à la révolution socialiste — alors que c'est une révolution plutôt paysanne que bourgeoise qui éclatera en Russie. Et pourtant, ailleurs, en France, Marx a bien compris que la révolution bourgeoise n'a été radicale que pour autant que sa composante paysanne a été forte.

Pour autant que les révolutions bourgeoises en 1848 ne comportent pas de composante paysanne forte, elles ne peuvent pas se radicaliser, car la bourgeoisie a déjà peur du prolétariat et veille à étouffer la composante paysanne. Marx aurait dû se poser la question de savoir si la raison pour laquelle les Tchèques et les Croates n'ont pas soutenu la révolution allemande-autrichienne n'est pas qu'ils sentaient que cette révolution là n'offrait rien aux paysans qu'ils étaient. Mais il ne s'est pas posé cette question.

Nous y voyons deux raisons. La première, circonstancielle, est la véritable phobie antirusse de Marx. Elle lui brouille les esprits au point que, *mutatis mutandis*, certains jugements de politique extérieure de la Chine contemporaine paraissent nuancés comparés aux bévues de Marx lorsque intervient la diplomatie russe. Marx voit dans Palmerston un agent russe et accuse l'Angleterre de faire le jeu de Saint-Petersbourg en Orient ottoman. Il en vient à préférer le joug ottoman à des États indépendants à la solde des Russes. Il commet une bévue concernant le congrès panslave de Prague (et, sur ce point, Bakoumine a raison contre lui)<sup>22</sup>. Il octroie aux Polonais, parce qu'ils sont antirusse, des vertus révolutionnaires qu'ils n'ont pas et qu'il refuse aux Tchèques...

La seconde est plus grave, parce que moins circonstancielle. Marx, en dépit de son analyse remarquable concernant les composantes paysanne et bourgeoise dans la révolution française (l'opposition qu'il fait de la voie révolutionnaire et de la voie non révolutionnaire dans le dé-

<sup>22</sup> Pour ce débat Marx-Bakoumine, voir : Marx-Bakoumine, *Socialisme libertaire ou autoritaire*, 10-18, 1975 ; Daniel Guérin, *Pour un marxisme libertaire*, Laffont 1969 ; Arthur Lehning, *Archives Bakoumine*, Leyden ; Fernand Rude, *De la Guerre à la Commune*, Anthropos.

veloppement du capitalisme) croit que la révolution paysanne ne peut s'effectuer que sous [31] la direction de la bourgeoisie. Il ne voit pas que, dans l'impossibilité d'agir sous cette direction (et cela, il le dit), elle doit se faire sous celle du prolétariat, même là où celui-ci est embryonnaire. Il faut tout de même excuser Marx sur ce point : à son époque, le prolétariat est moins qu'embryonnaire dans les sociétés paysannes (sauf en Bohême toutefois). Cinquante ans plus tard, Lénine saura ne pas hésiter à se séparer de Marx sur ce problème vital.

Dans ces conditions, Marx préfère la bourgeoisie aux paysans. D'où quelques appréciations curieuses. Une sorte d'éloge de la « mission civilisatrice » de la bourgeoisie : allemande à l'est (avec une tonalité presque pangermaniste chez Engels), anglaise en Inde ; américaine : Marx se réjouit de l'annexion du Texas par les « civilisés » américains contre les « sauvages » mexicains, dont en réalité, l'abolition de l'esclavage en 1823 gênait les sudistes américains. Des illusions sur les avantages de l'État centralisé, où Bakounine le contre avec finesse — mais Marx changea cinquante fois d'opinion sur ce problème ; voir son éloge de la Commune <sup>23</sup>. La ferme conviction qu'il n'y a rien à attendre du peuple (paysan) russe, lequel, même s'il déclenche une révolte ne pourra aller bien loin, sauf si la révolution en Occident vient le soutenir ; Trotsky héritera de cette erreur de jugement.

Deux conclusions erronées, que l'histoire devait démentir, se dégagent des jugements de Marx et Engels sur ces questions.

Premièrement, Marx et Engels ne prévoient pas que ce seront justement ces nations paysannes qui se révéleront beaucoup plus révolutionnaires dans la transition socialiste que bien d'autres. Ainsi les Yougoslaves, les Grecs, les Albanais et les Tchèques, par opposition aux Hongrois ou aux Polonais... La contradiction qui lui échappe, c'est que dans les nations historiques où la féodalité nationale puis la bourgeoisie, sont fortes, la paysannerie aura beaucoup plus de difficulté à verser du côté du prolétariat que dans les nations sans histoire où justement ces classes exploiteuses sont plus faibles, parce qu'étrangères.

Deuxièmement, Marx et Engels croyaient que les nations sans histoire allaient être progressivement assimilées par la culture, supérieure, de leurs conquérants. Il leur arriverait ce qui est arrivé à

---

<sup>23</sup> *Ibid.*

d'autres ethnies (Bretons, Ecosseis...) assimilées et absorbées par les nations française et anglaise pour ne plus constituer que des fragments ethnographiques sans importance politique. On étudiera plus loin la question des régionalismes dans les centres développés. Mais, ce que Marx et Engels sous-estimaient, c'était le temps très long qu'il aura fallu pour opérer ces assimilations (et encore, toujours partielles) dans l'histoire des centres mercantilistes les plus avancés. Et que, en ce qui concerne les peuples de l'Est et du Sud-Est européen, le rythme du développement capitaliste allait être bien plus rapide que celui de toute assimilation éventuelle.

Nous avons découvert chez Alexandre Koyré <sup>24</sup> que les expressions de nations historiques et nations non historiques avaient été utilisées dès 1837 par le Russe Polevoi, qui s'en était servi pour tenter de justifier, dans un esprit slavophile, le destin de la Russie.

[32]

Quoiqu'il en soit, les évolutions ultérieures, contraires aux prévisions de Marx, illustrent une fois de plus l'universalité du développement inégal. Car ces nations paysannes, attardées dans la phase bourgeoise de leur développement, apparaîtront plus avancées dans la lutte ultérieure contre le capitalisme, quand celui-ci se sera imposé à eux, et aborderont éventuellement la transition socialiste dans des conditions plus favorables.

3. Pourtant, Marx a vu parfaitement clair dans la question irlandaise. Si, dans un premier temps, il a exhorté les Irlandais à renoncer à leur nationalisme et à se joindre au mouvement du prolétariat anglais, le chartisme, par la suite il n'a pas hésité à prendre fait et cause, et d'une manière inconditionnelle, pour l'Irlande opprimée, et à affirmer que, tant que le prolétariat anglais ne se débarrasserait pas de son chauvinisme, il n'y avait rien à attendre de lui. Cette position est d'autant plus remarquable que les Irlandais n'étaient pas opprimés en l'occurrence par un tsar barbare mais par l'Angleterre libérale.

Ce jugement de Marx rachète largement toutes ses erreurs sur l'Europe de l'Est et du Sud-Est. Car ici, en Angleterre, Marx se trouve

---

<sup>24</sup> Alexandre Koyré, *La philosophie et le problème national en Russie au début du XIX<sup>ème</sup> siècle*, Idées, p. 234.

dans une situation de militant dont les positions affectent directement le mouvement. Et, d'emblée, il sent le problème et adopte l'attitude qu'il faut, tandis qu'il ne se sent pas impliqué dans les luttes en cours des pays de l'Est et du Sud-Est européens, où d'ailleurs, à cette époque, le mouvement ouvrier est encore inexistant, et qu'il observe de l'extérieur, en journaliste, sur la base d'informations de seconde main et le plus souvent d'origine réactionnaire.

4. Les débats se poursuivent après la mort de Marx et d'Engels et prennent en Europe de l'Est et du Sud-Est une tournure nouvelle du fait de l'émergence de partis socialistes. On fera, sur ces débats, les quatre remarques qui suivent <sup>25</sup>.

Premièrement, la grande majorité des socialistes de la région sont très préoccupés par le danger d'éclatement des grands États en micro-nations qualifiées de non-viables. C'est pour éviter cet éclatement qu'Otto Bauer et Karl Renner inventent la stratégie de l'« autonomie personnelle et culturelle ». Il leur paraît important de sauvegarder pour la société socialiste, qui ne tardera pas à venir, un cadre adéquat aux forces productives. Or déjà, à cette époque, comme le fait observer Rosa Luxemburg, le cadre qui correspond au besoin de ces forces productives n'est plus l'État national mais l'État conquérant, impérialiste. C'est la même logique qui amène Otto Strasser à revendiquer la liberté d'émigration pour les travailleurs.

Deuxièmement, un grand nombre de socialistes de la région continuent à penser que le processus d'assimilation des peuples allogènes atténuera rapidement l'acuité de la question des nationalités. Kautsky estime que la langue tchèque, devenue une langue de paysans, disparaîtra parallèlement à la croissance de l'urbanisation, les ouvriers comme les bourgeois adoptant l'allemand. Il s'en félicite d'ailleurs, au nom de l'universalisation de la culture, œuvre progressiste entamée par la bourgeoisie, et que le prolétariat parachèvera.

[33]

Otto Strasser sur cette base, considère que la question nationale ne revêt aucune importance pour les travailleurs manuels, qu'elle n'est

---

<sup>25</sup> Voir la note (1). [Cette note correspond à la note 20 dans cette édition numérique. JMT.]

spécifiquement importante que pour ces secteurs de la petite bourgeoisie qui « vivent du langage » (instituteurs, avocats, etc..) ; pour eux, la langue est un moyen de production, alors que pour l'ouvrier elle n'est qu'un accessoire, le moyen de production étant l'outil.

Troisièmement, et sur ces mêmes bases, Rosa Luxemburg remet en question les positions de Marx concernant la Pologne. Elle qui défend les peuples balkaniques contre l'opresseur turc arriéré, ne voit aucun intérêt à défendre l'indépendance polonaise contre les Allemands et même les Russes, car, à ses yeux, le mouvement polonais est loin d'être la seule manifestation révolutionnaire sérieuse en Russie : l'autocratie russe sera brisée par une révolution en Russie même.

Quatrièmement, et un peu à contre-courant, émerge la position léniniste, fondée sur la distinction fondamentale nations oppressives/nations opprimées, que l'on a tendance à oublier. C'est pour cette raison que Lénine n'adopte pas la position de Rosa Luxemburg concernant la Pologne, alors qu'il sait bien que le mouvement révolutionnaire russe est loin d'être négligeable.

5. La définition du concept de nation émerge progressivement de l'histoire européenne du XIX<sup>ème</sup> siècle. Marx ne s'en était pas particulièrement préoccupé. Les austromarxistes, par contre, sont amenés à se poser cette question sous la forme suivante : bourgeois et prolétaires, lorsqu'ils parlent la même langue, ont-ils la même culture, une culture commune qui définirait précisément la nation ? les uns, (Otto Strasser, par exemple) le nient, prétendant que les vécus des exploités et des exploités sont trop différents pour parler de culture commune, et presque de nation. Ceux-là évidemment, sont ceux qui réduisent la signification du fait national. Les autres (Pannekock, par exemple) croient au contraire que ce fait national est indéniable parce que les classes d'une nation partagent bien une expérience commune, ne serait-ce que de lutte.

Kautsky avait suggéré, sans pousser très loin l'analyse, que le concept de nation n'apparaissait qu'avec le capitalisme. Parler de nation paysanne était pour lui une contradiction dans les termes. Il appartiendra à Staline d'explicitier ce qui était seulement implicite ici : l'élément unificateur du marché des capitaux, des marchandises et de la force de travail. Comme nous l'avons dit, la coïncidence de l'émer-

gence des nations et du capitalisme est propre à l'histoire européenne (même si, peut-être, on retrouvera un problème analogue dans le Tiers-Monde contemporain) sortie de l'émiettement du féodalisme par le capitalisme. Mais elle n'est pas nécessaire.

## **II — LES QUESTIONS DES « RÉGIONALISMES » DANS LES CENTRES AVANCÉS.**

[Retour à la table des matières](#)

Dans toutes les sociétés de classes, le développement a toujours été inégal. La révolution bourgeoise elle-même a engendré, par le caractère des alliances [34] - compromis qu'elle a contractés au cours de son déroulement, des inégalités ultérieures dans le développement des capitalismes. Ces inégalités se sont développées sur plusieurs plans simultanément : au plan interne (à un État national ou multinational), où elles ont pris la forme d'inégalités régionales, coïncidant ou non avec des contrastes nationaux, au plan international, où elles se sont manifestées par les rythmes inégaux de l'accumulation du capital d'un pays à l'autre, dans le groupe même des formations capitalistes centrales, au plan mondial, où, à partir de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, la division de la planète en formations impérialistes dominantes et formations capitalistes inachevées dominées, coloniales et semi-coloniales, prend sa forme contemporaine définitive.

Ce caractère absolument général du développement inégal risque d'entraîner des confusions. Une analyse en termes trop flous, qui assimilerait toutes les manifestations du développement inégal sans les situer dans leur contexte (inégalité centre/périphérie, ou entre centres, ou à l'intérieur d'un centre) procédant par analogies, escamote les spécificités de chaque cas. Celles-ci se situent au plan de la structure des blocs de classes particuliers à chaque situation : alliances à l'intérieur des blocs, classes assurant la direction des blocs, portée de l'opposition des blocs, détermination des classes subalternes, articulation avec les alliances et oppositions de classes étrangères dans un système de formation. Cette structure n'est nullement figée, elle évolue sous l'effet de ses contradictions internes et externes. Il importe donc, dans chaque cas : a) d'analyser la constitution historique des blocs qui a engendré la situation étudiée, à partir des luttes de classes pertinentes, b)

d'analyser la direction dans laquelle cette structure évoluerait d'elle-même, c'est-à-dire si l'initiative est laissée aux classes dirigeantes, dont les rapports se modifient au cours de l'accumulation, c) de définir (et c'est le but de l'opération) la stratégie des classes exploitées pour faire évoluer différemment la structure, la faire éclater, pour constituer à sa place un bloc efficace des classes exploitées permettant d'ouvrir une perspective de renversement de l'exploitation.

Tel est le sens de nos analyses précédentes sur la formation inégale des centres capitalistes d'une part, et sur la formation inégale au sein du système mondial d'autre part (théorie du centre et de la périphérie et des alliances et contrastes de classes à l'échelle mondiale à l'époque impérialiste). L'histoire du développement inégal ne s'arrête donc pas avec la révolution bourgeoise. Elle se poursuit au cours de sa révolution industrielle du XIX<sup>ème</sup> siècle, pour finalement prendre sa forme contemporaine achevée à l'époque impérialiste. Le contraste centres impérialistes dominants/périphéries dominées sous-développées devient alors la forme prédominante du développement inégal. La porte de l'accès à la constitution de nouveaux centres capitalistes est désormais fermée, tandis que s'ouvre l'ère des étapes de la révolution socialiste.

Ce qui suit ne traitera pas de cette forme déterminante de la division du système impérialiste, mais de l'émergence et du développement inégal au sein des formations sociales centrales au cours de l'industrialisation prémonopoliste.

[35]

*Le cas italien.* Le cas italien est exemplaire pour deux raisons. D'abord parce qu'il est particulièrement marqué. Ensuite, parce qu'il a occasionné, beaucoup plus que les autres, un débat d'une haute tenue scientifique. La figure de Gramsci (*La question méridionale*) domine sans doute ce débat ; mais il faut signaler que sa grande thèse a été l'objet de remises en cause ou de compléments importants de la part d'auteurs comme E. Sereni, Rosario Roméo, Sergio Romano, Benedetto Croce, Nicola Zitara, Capacelatro et Antonio Carlo <sup>26</sup>.

<sup>26</sup> Gramsci, *La question méridionale*, Einaudi ; E. Sereni, *Il capitalismo nelle campagne 1860-1900*, Turin 1968 ; Rosario Romeo, *Risorgimento e capitalismo*, Bari 1963 ; Sergio Romano, *Histoire de l'Italie du Risorgimento à nos jours*, Points 1977 ; Nicola Zitara, *L'unita d'Italia, nascita di una colonia*, Jaca

1. *Première thèse* : L'Italie, menacée globalement de périphérisation à l'aube du XIX<sup>ème</sup> siècle, du fait de son blocage aux époques antérieures (elle perd son avance sur le reste de l'Europe dès les XIII et XIV<sup>ème</sup> siècles et accumule les retards durant toute la période mercantiliste), échappe à ce sort par l'initiative de la bourgeoisie agraire du Nord et particulièrement du Piémont.

Le Risorgimento et l'unité, jusqu'à l'établissement du tarif protectionniste de 1887, sont l'œuvre de cette bourgeoisie agraire nordiste. Il ne suffit pas de caractériser cette unité, comme on le fait souvent, par le compromis qui scelle l'alliance de classe bourgeoisie du Nord/féodaux du Sud, excluant la composante paysanne (du Sud notamment) de la révolution bourgeoise. Encore faut-il rappeler que, ce qu'on appelle la bourgeoisie du Nord, c'est encore, à l'époque de Cavour, principalement une bourgeoisie agraire. Elle est issue d'un double processus : de transformation interne de l'ancienne féodalité en *gentlemen farmers* capitalistes, et de différenciation-koulakisation au sein de la paysannerie, libérée en partie par la révolution française. La bourgeoisie de l'époque n'est pas encore industrielle. Et même sa dimension marchande est affaiblie par le long recul de Gênes et de Venise, cette dernière intégrée dans le système féodal autrichien.

La bourgeoisie agraire craint un mouvement paysan antiféodal qui, par son radicalisme, risquerait de remettre en cause son pouvoir bien établi au Piémont. C'est pourquoi elle préfère l'alliance molle des féodaux du Sud.

Elle est libre-échangiste. Non seulement parce que c'est la liberté du commerce qui lui a permis d'émerger en tant que telle, en niant les rapports féodaux ou en les contraignant à se moderniser ; mais aussi et surtout parce qu'elle envisage son insertion dans le système européen (capitaliste jeune) comme bourgeoisie agraire. Eût-elle persévéré dans cette voie, l'Italie dans son ensemble eût été périphérisée comme le fût la Hongrie.

Il est intéressant de comparer cette histoire avec celle de la Prusse et de la Russie. Ici aussi, c'est la bourgeoisie agraire latifundaire qui

---

1970, 77 *proletariato esterno*, Jaca 1972 ; Capecelatro e Carlo, *Contro la questione meridionale*, Savelli 1972 ; Benedetto Croce, *Histoire de l'Europe au XIX<sup>ème</sup> siècle*, Idées.

prédomine. En Prusse, à l'Est de l'Elbe, elle s'appelle Junker et monopolise le pouvoir d'État. Mais l'annexion de la Rhénanie par la Prusse, sans modifier le contenu de classe de l'État, lui donne une base économique industrielle naissante qui contribuera à orienter l'État allemand bismarckien dans la voie d'une industrialisation accélérée et autonome. En Russie, si le pouvoir d'État est également intégralement aristocratique (latifundiaires en voie d'insertion dans [36] le système capitaliste, notamment après 1861) l'industrie sera favorisée par l'État pour renforcer celui-ci ; d'où le caractère mixte de l'évolution russe ultérieure : ni périphérisée totalement (comme exportateur de blé), ni évoluant franchement vers la prédominance d'une industrialisation auto-centrée.

En contraste, ce que l'on peut appeler la bourgeoisie agraire des Balkans et de l'empire ottoman s'inscrit dans le système mondial comme classe exploiteuse périphérisée. Le cas le plus typique est sans doute celui de la grande propriété égyptienne, qui se convertit d'elle-même en producteurs de coton pour l'Angleterre, après l'échec de l'industrialisation autocentrée de Mohamed Ali, sous le khédivé Ismaïl, pendant la guerre de Sécession<sup>27</sup>. Les bourgeoisies agraires grecque et turque réagissent de la même manière, autour du tabac notamment<sup>28</sup>. La combinaison grande propriété latifundiaire capitaliste (ou, en Grèce, petite propriété capitaliste) - bourgeoisie commerçante et financière, qui deviendra comprador, est typique de l'évolution de ces formations dont l'Italie fut menacée.

2. *Deuxième thèse* : l'industrialisation autocentrée de l'Italie a été amorcée par l'État italien, et financée par un prélèvement opéré sur la rente foncière au nord et surtout au sud du pays. Quatre questions se posent ici : a) le tarif protectionniste de 1887, maintenu jusqu'à l'adhésion à la perspective européenne et à son marché commun à partir de 1950-58, a-t-il été favorable ou non à cette évolution ? b) la ponction exercée sur le Sud est-elle à l'origine du développement inégal nouveau et grandissant entre le Nord et le Sud ? c) cette forme d'industrialisation a-t-elle été plus ou moins rapide que ne l'eût été une autre forme possible, fondée sur une révolution paysanne dans le Sud ? et d)

<sup>27</sup> Hassan Riad, *L'Égypte nassérienne*, Minuit 1964.

<sup>28</sup> K. Vergopoulos, *op. cit.*

l'intégration européenne contemporaine modifie-t-elle les perspectives ?

3. Les historiens italiens sont unanimes à convenir que l'industrialisation de l'Italie a été amorcée par le soutien systématique de l'État, suscitant la formation d'un capital financier. La prise en charge par l'État de la construction rapide d'un réseau ferroviaire et routier, la mise en place d'un système monétaire et d'un réseau de crédit, la création d'une marine marchande importante subventionnée par l'État, ont donné au capitalisme italien des structures de concentration relativement plus poussées dès le départ, un peu comme en Russie, l'Italie faisant son entrée dans l'étape monopoliste sans avoir véritablement connu l'étape antérieure. L'accentuation de ce caractère à la suite de la crise de 1930 (la création de l'IRI et de ses filiales) a donné au capitalisme italien contemporain une forte marque étatique.

Le protectionnisme a été un moyen essentiel, une condition de ce processus d'industrialisation, qui n'aurait pas été capable par lui-même de s'imposer à la concurrence des pays plus avancés sur son propre marché national. Le discours libéral des idéologies de l'impérialisme contemporain, qui prétendent que le protectionnisme a freiné le développement par les coûts qu'il imposait [37] et les distorsions défavorables à l'optimalité qu'il suscitait, manque totalement de dimension historique.<sup>29</sup>

4. L'industrie italienne a-t-elle été financée par une ponction sur le Sud ? L'analyse de Gramsci ne l'exclut pas, contrairement à certaines déductions peut être trop rapides. Gramsci se contente de constater que la bourgeoisie du Nord (agraire, puis industrielle) a fait l'unité sans en appeler aux paysans du Sud, mais en concluant une alliance avec ses propriétaires fonciers, de style féodal. Que ces propriétaires fussent féodaux ou non est l'objet d'une question récente à ma connaissance. Mais là n'est pas la question essentielle de Gramsci. Sa thèse est seulement qu'une révolution agraire dans le Sud eût 1) accéléré le développement capitaliste et 2) rendu moins inégal ce développement entre le Nord et le Sud. Il n'y a aucun doute à avoir, en ce qui

<sup>29</sup> Alexandre Gerschenkron, *Economic backwardness in historical perspective*, New York 1962.

concerne la seconde conclusion, mais nous avons quelque hésitation à suivre Gramsci pour la première.

Il appartenait aux historiens méridionalistes contemporains de démontrer que l'industrialisation avait été largement financée par une ponction sur le Sud, grâce à l'État, que la bourgeoisie du Nord monopolise, en unifiant le système fiscal et celui de la dépense publique. Nicola Zitara, Capecelatro et Carlo<sup>30</sup>, ont, pour l'établir, comparé la charge fiscale subie respectivement par le Nord et le Sud et la distribution de la dépense publique, étudié les effets de la liquidation du *Banco di Napoli* au profit du système centralisé du crédit, etc.

La question du protectionnisme se greffe de nouveau sur celle de la ponction. Sereni<sup>31</sup> prolonge-t-il ce qui serait seulement implicite chez Gramsci en prétendant que le protectionnisme traduisait la convergence des intérêts industriels du Nord et agrariens du Sud, puisqu'il aurait permis une augmentation du taux de la rente foncière ? C'est très discutable, parce que les intérêts agrariens protégés en l'occurrence sont ceux du Nord plutôt que ceux du Sud. Zitara, Capecelatro et Carlo ont en effet montré que l'unité détruit l'agriculture céréalière auto-suffisante du Sud, qui ne résiste pas à la concurrence de l'agriculture céréalière et animale moderne du Nord et impose au Sud de se spécialiser dans l'agriculture d'exportation (vin et huile).

Peut-on alors parler de véritable conquête/colonisation du Sud par le Nord ? La colonisation, à l'époque contemporaine (impérialiste), remplit une fonction précise ; favoriser l'accélération de l'accumulation dans les centres dominants par la ponction d'un volume considérable de surtravail arraché le plus souvent par le maintien/reproduction de formes d'exploitation précapitalistes d'origine mais désormais soumises. La distorsion extravertie du développement dépendant qui en résulte conditionne la reproduction de cette surexploitation. Une telle analyse, qui est la nôtre, n'est pas incompatible avec la thèse de Gramsci. Mais elle la prolonge d'une manière que Gramsci ne pouvait faire, dans l'ignorance qu'il était de la problématique de la domination formelle par laquelle le surtravail de modes précapitalistes est transformé en plus-value et profit du capital dominant. Dans ce sens, l'Ita-

<sup>30</sup> Zitara, *Capecelatro et Carlo*, *op. cit.*

<sup>31</sup> Sereni, *op. cit.*

lie du Sud remplissant [38] exactement cette fonction, la thèse des méridionalistes nous paraît correcte.

Le cas italien n'est d'ailleurs pas unique en son genre. La nouvelle Angleterre n'a-t-elle pas disposé d'une colonie interne analogue, le Sud esclavagiste, spécialisé dans le coton d'exportation, grâce à la sur-exploitation du travail des esclaves ?

5. Revenant à Gramsci, peut-on affirmer qu'une révolution agraire au Sud eût accéléré le développement du capitalisme italien ?

Rosario Romeo <sup>32</sup> soutient le contraire. Sa thèse, qui est celle de Hobsbawn, <sup>33</sup>, est que la survivance des rapports féodaux a permis le maintien d'une pression sur le revenu des paysans et que le surproduit, passant par le canal de la rente, a été affecté à une accumulation rapide par le biais de la fiscalité. Une révolution agraire aurait ruiné ce modèle d'accumulation accélérée.

On a déjà dit que la révolution agraire peut donner un coup de fouet au développement capitaliste, parce que la différenciation au sein de la paysannerie soumise aux échanges marchands peut être très rapide, et que si, en France, l'industrialisation a été freinée, c'est pour une autre raison : l'alliance anti-ouvrière bourgeoisie/paysans.

Rendons justice à Gramsci. Celui-ci ne se préoccupe pas du rythme de la croissance du capitalisme (qui est la préoccupation des bourgeois), mais du style de ce développement, en ce qu'il intéresse la lutte anticapitaliste. Or, sur ce plan, il a parfaitement raison : la voie empruntée par l'unité italienne a entraîné un développement inégal Nord-Sud, tandis que la révolution agraire eût créé les conditions d'un autre développement, homogène, donc réellement unificateur. Mais, en cela, la thèse de Gramsci n'est nullement en contradiction avec celle des méridionalistes. Gramsci constate que le développement inégal handicape la lutte anticapitaliste, parce qu'il maintient les masses rurales du Sud hors de la bataille prolétarienne. Comment lui donner tort quand on sait le soutien dont le fascisme a bénéficié en Italie méridionale ?

Les méridionalistes aujourd'hui vont seulement un peu plus loin dans le même raisonnement. Pourquoi les masses du Sud soutiennent-

<sup>32</sup> R. Romeo, *op. cit.*

<sup>33</sup> E. Hobsbawn, *op. cit.*

elles la droite ? N'est-ce pas parce que ce que leur offre la gauche à base nordique ne répond pas à leurs aspirations ? En transposant aux relations Nord-Sud la problématique centre/colonie, et en rappelant dans cette dernière la nature de l'alliance sociale démocrate et la complicité du prolétariat nordiste, solidaire de sa bourgeoisie dans la surexploitation du « prolétariat externe » sudiste, un prolétariat de petits producteurs soumis à la domination formelle du capital, les méridionalistes ne trahissent pas Gramsci ; mais ils gênent certains...

6. *Histoire ancienne*. L'immaturation du prolétariat du Nord social-démocrate (et/ou en réaction d'impuissance diront certains, anarcho-syndicaliste !), son échec en 1920-22 sont dépassés depuis 1945. De surcroît, le choix européen [39] de l'Italie, désormais irréversible, a mis un terme aux vieux protectionnismes. Enfin, l'émigration massive du Sud vers les usines du Nord, l'implantation de l'industrie dans le Sud, amorcée à une large échelle avec la modernisation rapide du dernier quart de siècle, ont bouleversé les données du problème ; la vieille alliance risorgimentiste est vidée de son contenu, les conditions de l'unité prolétarienne panitalienne sont créées.

Hésitons devant tant d'optimisme. Zitara a-t-il tort lorsqu'il analyse le discours ouvrier pour en faire ressortir le caractère bourgeois : l'apologie du développement des forces productives (capitalistes en l'occurrence) ? Hier, nous rappelle-t-il, la classe ouvrière n'a rien fait (sauf au plan verbal) pour soutenir une révolution agraire dans le Sud ; on suggère que c'est parce que l'on craignait, comme Roméo, un recul des forces productives. Aujourd'hui, elle voit dans l'implantation industrielle au Sud le moyen de la création d'une classe ouvrière sudiste. Zitara y décèle une appropriation de l'espace sudiste par le grand capital, opérant dans des conditions analogues à celles de l'exportation impérialiste des capitaux. Ajoutons que le discours européen (et l'euro-communisme s'y soumet-il ?) inquiète toujours. Car, encore une fois, au nom du développement des forces productives, qui est l'affaire de la bourgeoisie, que ne va-t-on pas accepter ? Et comment sortir des griffes de l'Europe « germano-américaine » si l'on nourrit ce discours ?

7. *Troisième thèse*. L'Italie du Sud n'était pas plus arriérée que celle du Nord en 1860. Son retard est tout entier le résultat de sa colonisation. Il faudrait étudier très profondément l'histoire de l'Italie pour juger de cette thèse de Capecelatro et Carlo. Mais les dévastations de l'historiographie occidentalocentrique ailleurs incitent à prendre leurs arguments au sérieux.

Ces auteurs prétendent que l'agriculture de la Sicile, dans la seconde moitié du XVIII<sup>ème</sup> siècle, avait cessé d'être féodale. Sous l'effet de l'afflux d'argent d'Amérique, via l'Espagne, la grande propriété s'était modernisée pour produire du blé marchand à grande échelle, la rente était payée en argent ; la prolétarisation rurale avancée avait permis une urbanisation et l'établissement de manufactures dont témoignent les exportations de Palerme. L'abolition de la féodalité par Murât à Palerme répondant à des forces internes, les Bourbons à leur retour furent contraints de ne pas revenir en arrière. L'Italie du Sud s'intégrait néanmoins dans le système mondial comme périphérie, dans le sillage de l'Angleterre : les importations de ce pays avaient tué l'industrie de la soie, mais favorisé les exportations de blé. Il en était de même d'ailleurs à l'époque du Nord, dont la bourgeoisie était encore exclusivement agraire. Le Sud réagissait néanmoins pour éviter de devenir une colonie anglaise. Tel est le sens de la révolution de 1820-21, suivie de la politique d'amorce de l'industrialisation des Bourbons : protectionnisme et appel aux capitaux étrangers. L'effondrement des Bourbons est dû à l'attitude de la bourgeoisie agraire, libre échangiste, qui abandonna son roi contre le soutien de celui de Savoie. Ainsi, ce furent les forces réactionnaires du Sud qui ont accueilli favorablement l'unité.

[40]

Ces thèses, si elles sont fondées, contredisent-elles Gramsci ? Nous ne le pensons pas. En fait, Gramsci n'a nullement confondu capitalisme et industrie ni cru que la bourgeoisie du Nord était déjà industrielle quand elle a fait l'unité. Mais elle allait le devenir. Certes, Gramsci sous-estimait la contribution que la surexploitation du Sud allait apporter à l'accumulation industrielle, puisqu'il ignorait la problématique de la domination formelle. Mais ce développement prolonge Gramsci plus qu'il ne le contredit.

En tout état de cause, que l'Italie du Sud ait été aussi avancée que celle du Nord en 1860 ou pas, les effets dévastateurs de l'unité telle qu'elle a opéré ne peuvent guère être discutés. Chine ou Congo, les conséquences de l'impérialisme ont été ailleurs identiques.

8. Le développement inégal de l'Italie capitaliste rejoint donc par certains aspects la problématique plus générale du développement inégal centres/périphéries à l'époque impérialiste. Nous n'appliquerons pas pour autant cette conclusion à toutes les formes du développement inégal à l'intérieur des centres. Il faudrait auparavant examiner plus en détail des exemples comme ceux du régionalisme en France (Bretagne, Occitanie), comme ceux de l'Irlande et du Sud des États-Unis et se poser la question de savoir si les Noirs constituent ou non une nation...

9. *Le cas Breton.* L'histoire de la Bretagne représente malgré tout un cas intéressant de développement inégal au sein d'une formation avancée, constituée en nation au cours d'un long processus du passage du féodalisme à la forme tributaire absolutiste-mercantiliste, passage couronné par une révolution bourgeoise radicale qui ouvre la perspective d'une accumulation accélérée après la révolution industrielle.

Il serait utile de considérer ensuite l'autre cas issu d'un développement au sein de la même famille de conditions historiques : le cas de l'Irlande, dont l'issue a été différente.

Si la nation française à la fête de la Fédération en 1790, n'était pas encore Une réalité totalement achevée, elle était déjà fort avancée dans le processus de sa constitution. L'Occitanie, le pays Basque, la Bretagne et même la Corse et l'Alsace-Lorraine, étaient déjà en voie de francisation, parfois depuis fort longtemps. Que les paysans aient conservé encore un siècle l'usage de leurs langues d'origine, jusqu'à ce que l'école primaire de la III<sup>ème</sup> République leur impose le français, que l'Alsace-Lorraine ait vu son processus de francisation interrompue par son intégration à l'Allemagne de 1871 à 1918, qu'en basse Bretagne et en Corse, le breton et le corse n'aient pas encore disparu, démontrent seulement que, même dans les centres capitalistes avancés, l'assimilation est moins rapide que certains austro-marxistes ne le pen-

saient. Les classes bourgeoises et les mondes urbains sont déjà francisés en 1790.

Le bloc dominant qui s'établit au niveau national au cours de la révolution et des compromis qui lui succèdent n'est pas une abstraction. Il se [41] reproduit concrètement aux divers niveaux, régionaux et locaux, de la réalité nationale, et se teinte de nuances particulières que lui impose son fonctionnement local.

Il est donc utile, comme le fait Yannick Guin<sup>34</sup>, d'analyser son fonctionnement en Bretagne. L'analyse qu'il nous propose des luttes de classes et de leur articulation avec les luttes de classes à l'échelle d'ensemble de la France paraît convaincante dans ses lignes générales :

Le féodalisme en Bretagne en 1789 est du type pauvre : émiettement relatif d'une petite aristocratie rurale, zones importantes de petite propriété... L'Eglise, qui ne possède pas ici de terres importantes, fournit sous la forme des curés de campagne, les intellectuels organiques de cette formation féodale. La bourgeoisie commerçante et maritime, tournée vers la mer (en relation avec le mercantilisme et l'esclavage antillais), girondise, pénètre moins les campagnes qu'ailleurs en France.

Dans ces conditions, la bourgeoisie, qui, dans l'ensemble français, est parvenue à faire la jonction avec les paysans contre la féodalité, échoue en Bretagne. Elle se heurte à la jonction révolte paysanne/contre-révolution aristocratique. Les restaurations qui suivent opèrent un compromis : elles laissent l'hégémonie en Bretagne au bloc rural (aristocratie et paysans), à condition que celui-ci accepte à l'échelle française l'hégémonie de la haute bourgeoisie.

Pendant un siècle fonctionne de la sorte une alliance de classes particulières. A l'échelon breton, le bloc rural (les Blancs) domine, isolant le bloc urbain constitué des Bleus (la bourgeoisie locale) et des Rouges (la petite bourgeoisie locale). L'hégémonie de la bourgeoisie industrielle à l'échelle française aide et contraint en même temps la propriété rurale aristocratique à se moderniser (produire pour le marché, s'équiper, etc.). Celle-ci le fait sans perdre le leadership rural qui

<sup>34</sup> Yannick Guin, *Histoire de la Bretagne de 1789 à nos jours*, Maspéro 1977.

fonctionne au plan idéologique grâce au Corcordat, par des formules paternalistes (démocratie chrétienne...).

Le développement capitaliste qui résulte de ce compromis, s'accéléralant à partir de 1914 et surtout de 1945, finit par faire voler en éclats les alliances qui l'ont fondé. L'industrie et l'apparition d'un prolétariat ouvrier détachent progressivement les héritiers des Rouges de leur dépendance traditionnelle à l'égard des Bleus, qui, de leur côté, font la paix devant le péril socialiste, avec les Blancs (abandon de l'anticiérisme). Dans les campagnes, le processus de modernisation accélère la désintégration du monde rural (émigration massive) et substitue à l'ancienne paysannerie, relativement fermée sur elle-même (polyculture d'autosubsistance), une petite propriété modernisée et spécialisée, fortement soumise à la domination du capital agroindustriel (domination formelle). La grande propriété capitaliste a perdu son importance politique comme moyen d'encadrement des paysans ; la prépondérance électorale passe aux zones urbaines ; l'alliance Blancs-Bleus se substitue à l'alliance Bleus-Rouges ; le capital industriel intervient directement dans l'économie des paysans sans passer par l'intermédiaire des aristocrates. [42] De cette désintégration des vieilles alliances émerge le mouvement autonome de la petite paysannerie soumise à la domination formelle.

L'idéologie bretonne qui a servi au XIX<sup>ème</sup> siècle à souder le bloc rural (où les aristocrates se présentent, dans une défense verbale du régionalisme, comme des défenseurs du monde rural contre la misère de l'industrie capitaliste), change de contenu. Elle devient l'expression idéologique de la révolte paysanne, avec les ambiguïtés que cette révolte de petits producteurs comporte nécessairement, et trouve, de ce fait, un écho favorable dans la petite bourgeoisie (étudiants) oscillant entre le capital et le travail... La régionalisation qu'elle propose correspond à la stratégie souhaitée par la haute bourgeoisie.

10. Si nous sommes convaincus de la justesse de l'analyse des luttes de classes proposée par Yannick Guin et de leur articulation aux luttes nationales, nous ne sommes pas toujours convaincus par les conclusions qu'il en a tiré.

La résistance contre révolutionnaire des Chouans (l'échec de la bourgeoisie à séparer les paysans de l'aristocratie) ne résulte-t-elle pas

de la volonté même des fractions dirigeantes de la bourgeoisie (avant Thermidor et surtout après) de ne pas soutenir une révolution paysanne radicale dont les germes existaient ? Dans ce cas n'est-il pas unilatéral de qualifier la chouannerie de contre révolutionnaire ? L'analogie avec les Tchèques et les Croates, n'attendant rien de la révolution bourgeoise timorée de 1848, avec les paysans du Nord du Portugal n'attendant pas davantage des socialistes et des communistes du gouvernement de Lisbonne, ne s'impose-t-elle pas ?

Enfin, soit, on ne refera pas la révolution française. On ne peut que constater la carence de l'embryon de prolétariat, carence qui découlait de l'immaturité objective des rapports capitalistes de l'époque. Ce prolétariat malgré son courage, a été écrasé par la bourgeoisie et n'a pas réussi à faire le pont avec les paysans pauvres de Bretagne.

Mais après ? Pourquoi de 1914 à nos jours les Rouges ne sont-ils pas parvenus à s'allier aux paysans pour les détacher de l'aristocratie embourgeoisée ? N'était-ce pas ce qui aurait dû être la stratégie du mouvement ouvrier ? Pourquoi celui-ci a-t-il laissé l'initiative à la bourgeoisie et s'est-il retrouvé Gros-Jean lorsque les Bleus l'ont abandonné pour aller retrouver les Blancs ?

Et lorsque, les paysans, à leur tour abandonnés par les Blancs, entraînés dans le capitalisme, soumis à sa domination formelle, ont commencé à se révolter, n'est-ce pas la tâche du mouvement ouvrier de s'allier à eux, puisqu'il s'agit d'une lutte contre le capital ? Est-il correct de juger cette lutte perdue d'avance parce qu'elle irait contre le « Développement des forces productives » ? La lutte de la classe ouvrière elle-même, en réduisant le profit, ne va-t-elle pas aussi contre l'accumulation maximale ? Est-ce le rôle des exploités de faciliter aux exploités, par leur silence, la gestion d'un développement maximal des forces productives ?

[43]

Ne doit-on pas aussi regarder différemment le soutien de la petite bourgeoisie à cette révolte paysanne ? De quelle petite bourgeoisie s'agit-il ? De petits producteurs (artisans, commerçants) menacés par le capital ou de cette nouvelle petite bourgeoisie de travailleurs non manuels, employés prolétarisés, déjà exploités par le capital ? S'il en est ainsi, son alliance avec les paysans, désormais également exploités

par le capital n'est-elle pas juste ? Et pourquoi la classe ouvrière ne s'y joindrait-elle pas ?

Priorité au développement des forces productives ou à la lutte des classes ? La tâche du prolétariat est-elle de ne rien faire qui s'oppose objectivement au développement des forces productives ? N'est-ce pas là une manière social-démocrate de voir cette tâche ? Le prolétariat ne doit-il pas se moquer de cet objectif qui est celui des classes exploiteuses, et s'occuper exclusivement de mobiliser les contradictions dans ce développement pour constituer un bloc révolutionnaire efficace ?

La revendication de régionalisation peut-elle être considérée unilatéralement comme la stratégie nouvelle de la haute bourgeoisie ? Cette revendication comme tant d'autres, n'est-elle pas ambivalente ? Elle peut certes être récupérée par la bourgeoisie, du moins si elle s'inscrit dans une stratégie globale social-démocrate. Mais ne peut-elle pas aussi être un levier de mobilisation anticapitaliste ?

L'idéologie bretonne aujourd'hui, même si hier elle a été au service du bloc agraire, peut-elle être qualifiée unilatéralement de réactionnaire dans les conditions de luttes anticapitalistes qui encadrent sa renaissance ? Pourquoi ? Parce qu'elle s'opposerait au développement des forces productives et au rouleau compresseur de l'homogénéisation culturelle qui n'est que la généralisation de l'idéologie bourgeoise de l'*homo consumens universalis* ? S'agit-il de réveiller un mort, ou un mourant (la langue bretonne) ? Ou d'une protestation contre l'idéologie bourgeoise, qui se cache derrière le rideau de fumée' de l'universalisme ?

11. *Le cas Irlandais*<sup>35</sup>. Le sort de l'Irlande est bien différent de celui de la Bretagne. Le recours au facteur religieux pour en rendre compte n'emporte pas la conviction : en Allemagne, catholiques et protestants ne s'entre-tuent pas.

De fait, si l'issue du problème irlandais a été tout autre de celle du problème breton, c'est — indépendamment d'un rapport de force différent : pendant longtemps l'Irlande fut aussi peuplée que l'Angleterre — parce qu'en Angleterre la bourgeoisie a passé avec l'aristocratie

---

<sup>35</sup> Maurice Goldring, *L'Irlande, idéologie d'une révolution nationaliste*, Ed. Sociales, 1975.

féodale un compromis beaucoup plus favorable à celle-ci qu'en France. À aucun moment, la bourgeoisie anglaise n'a envisagé de s'allier au soulèvement irlandais contre les propriétaires anglais. Peut-être même était-ce la force que l'aristocratie anglaise tirait de sa domination sur l'Irlande qui a contraint la bourgeoisie anglaise au compromis inauguré en 1688.

Par la suite la bourgeoisie a transmis au prolétariat anglais son mépris, c'est le moins que l'on puisse dire, pour le sort des paysans irlandais exploités. [44] Cette absence totale de solidarité a fait pourrir très tôt le mouvement ouvrier anglais, comme Marx l'observait, et l'a préparé à suivre l'idéologie impérialiste d'exportation de la question sociale que Cecil Rhodes devait si bien formuler.

12. *Le cas de la Catalogne et du Pays Basque*<sup>36</sup>. L'intérêt de ce cas est qu'il inverse les termes de la problématique courante du développement inégal. Ici les nationalités opprimées sont celles des régions les plus avancées dans le développement capitaliste.

Un phénomène de ce genre n'est pas compréhensible si l'on ignore la formation du développement inégal en Espagne aux époques féodale et mercantiliste. Nul ne sait comment se serait constitué la nation espagnole si le développement de la péninsule ne s'était pas bloqué à cette étape, le pays ayant été pourri par la richesse tirée trop facilement d'Amérique. L'Espagne a joué ainsi le rôle d'un intermédiaire rentier percevant sa dîme entre l'Amérique et l'Europe du Nord-Ouest, jusqu'à ce qu'elle perde sa position et devienne dès lors inutile. L'accumulation interne se serait-elle poursuivie, qu'une nation espagnole en serait sans doute issue, dont on ne peut savoir si cela aurait été par la castellanisation de la Catalogne, catalanisation de la Castille ou synthèse des deux. En tout cas, comme en France où l'Occitanie a été francisée, l'Espagne aurait pu évoluer vers la formation d'une nation capitaliste, achevée tant au plan économique qu'à celui de son homogénéisation linguistique.

Pendant deux ou trois siècles l'Espagne a stagné à ce stade, pendant lequel le pouvoir central n'a cessé d'opprimer les minorités catalane et basque... Et lorsque à partir des années 50 de ce siècle, le dé-

<sup>36</sup> P. Vilar, *Catalogne et régionalisme en Espagne*, Flammarion 1969 ; Gérald Brenan, *Le labyrinthe espagnol*, Ruedo Iberico 1962.

marrage industriel brutal l'a conduite à rattraper son retard, elle se retrouve avec son problème national. Mais celui-ci est devenu, de ce fait, le problème d'un centre avancé multinational.

13. *Le cas des centres avancés multinationaux : Belgique, Suisse, Canada.* Qu'est-ce qui est le plus important de la nation (la question des rapports entre les différents peuples d'un pays), ou de l'État, dans le cadre duquel opère la régulation de l'accumulation du capital ?

La constitution des blocs de classes a en effet pour cadre l'État, parce que cette constitution opère par les moyens de la politique d'État intérieure (crédit, conjoncture, gestion de la force de travail, politique économique nationale...) et extérieure (place dans la division internationale du travail et moyens de la politique économique extérieure). Or cet État peut être national ou plurinational.

Le fonctionnement d'un État multinational bourgeois n'est pas impossible. La Confédération suisse fonctionne bien, en dépit de heurts nationaux réels que le système confédéral parvient à inscrire dans le cadre cantonal. Il est vrai que la Suisse constitue une exception par sa position dans le système mondial, et qu'elle a réussi ce chef-d'œuvre de la politique bourgeoise [45] de cantonaliser la politique tout en ayant une politique économique confédérale intégrée. De fait, la Suisse prouve, comme les États-Unis que la régionalisation peut être un moyen d'abaisser le niveau de la conscience politique.

Il est vrai que l'État multinational tient rarement la balance égale entre ses nations composantes. La Belgique a été longtemps dominée par la bourgeoisie wallonne, qui n'a pas manqué d'opprimer le peuple (paysan) flamand. Lorsque, à une époque récente, le processus de l'accumulation a conduit l'industrie moderne à se développer préférentiellement en pays flamand et que la nouvelle classe ouvrière, flamande, a pris de l'importance, c'est par le biais de celle-ci, social-démocrate (dans des formes politiques arriérées, notamment chrétienne-démocrate), que la question linguistique a été posée.

On doit en dire autant du Canada dont la bourgeoisie, exclusivement anglaise, a régné en maître sur le peuple québécois, paysan et conquis. L'émergence de la revendication nationale québécoise résulte de l'industrialisation de la province. Si cette revendication prend des

dimensions particulières, c'est parce qu'elle se heurte à la domination des États-Unis, qui n'avait pas rencontré de résistance dans le Canada anglais, absorbant en se la soumettant la bourgeoisie locale comme une bourgeoisie provinciale nord-américaine quelconque.

14. *Le cas des États-Unis*. Posons ici pour mémoire, quelques questions : Blancs et Noirs appartiennent-ils à la même nation ? Que peut signifier une nation (bourgeoise) s'il existe au sein de celle-ci, une discrimination réelle (légale longtemps et aujourd'hui factuelle) autre que celle fondée sur la stricte et seule appartenance de classe ? Problème analogue à celui des juifs dans les pays capitalistes où ils sont l'objet d'une discrimination ? Marx invitait les juifs à renoncer à leur judéité<sup>37</sup>. La thèse a été avancée dans le P.C. américain, durant les années 30, d'une nation noire, avec son territoire, le Sud, ses occupants étrangers, les Blancs, et ses émigrés, les Noirs des villes du Nord<sup>38</sup>. Qu'en est-il aujourd'hui, lorsque la majorité des Noirs ont rompu tous liens avec leur Sud d'origine et leur statut de paysan, opprimés et majoritaires ?

Au-delà de cette question, la nation américaine existe-t-elle ? L'État sans aucun doute. Les États fédérés ne sont pas des États nationaux ; et malgré leur taille, ils ne sont pas plus que les cantons suisses, c'est-à-dire des moyens d'abaisser la question politique au niveau des querelles de clocher. Mais, au-delà, deux thèses sont possibles et peut-être complémentaires. Soit que la nation américaine existe bel et bien parce que toutes les origines sont transcendées, non ethniquement (*le melting pot* est un mythe) mais culturellement. Soit que cette transcendance opère par un nivellement au plus bas dénominateur commun, qui est la culture qui convient par excellence au capitalisme, celle de l'*homo consumens*.

[46]

<sup>37</sup> Karl Marx, *La question juive*, 10-18.

<sup>38</sup> Élise Marienstras, *Les mythes fondateurs de la nation américaine*, Maspéro 1975 ; F. et C. Masnata, *Pouvoir, Société et Politique aux États-Unis*, Payot 1970.

15. *La question régionale et la problématique du « sous-développement »*. De ce survol, tirons quelques observations générales :

On ne doit pas confondre inégalités de développement dans les centres et inégalités nationales. Celles-ci peuvent se recouper avec celles-là, mais elles peuvent exister séparément, ne pas se recouper, ou même s'inverser les unes par rapport aux autres.

*A fortiori*, on ne doit pas assimiler la problématique de ces inégalités dans les centres à celle de l'opposition centre/périphérie dans le système impérialiste. L'analogie a ses limites. Dans un cas — celui de l'Italie —, on est très proche d'une problématique identique. Mais c'est exceptionnel.

L'inégalité n'est pas un problème d'aménagement de l'espace. Cette division technocratique contemporaine a pour objet d'occulter la nature du processus de développement inégal, inhérent au capitalisme : le fonctionnement des blocs aux niveaux étatique global et locaux.

Les luttes et les débats concernant les problèmes régionaux posent tous la question de l'universalité de la culture en relation avec le développement des forces productives.

Sans doute les inégalités régionales de développement expriment-elles le développement inégal des forces productives. Mais la relation n'est pas unilatéralement de cause à effet d'un sens dans l'autre.

Elle est dialectique : l'inégalité maturité des forces productives à l'origine explique les modalités différentes des blocs hégémoniques, qui, à leur tour, accentuent l'écart dans le développement des forces productives. En ce sens général, les différentes inégalités de développement à l'époque capitaliste, régionales et nationales, présentent des analogies et doivent être étudiées de la même manière, par l'analyse de la dialectique luttes de classes/rapports de production et forces productives.

Une différence importante interdit néanmoins de transposer l'analyse générale de l'articulation centre/périphérie à l'échelle du système impérialiste mondial aux problèmes régionaux : les inégalités régionales opèrent dans le cadre d'un État capitaliste unifié. Or la reproduction sociale d'un système capitaliste opère par le moyen des politiques d'État tant pour ce qui est des conditions internes de cette reproduction (politiques intérieures d'État) que des conditions extérieures (poli-

tiques extérieures). Il y a ni instance supra-étatique, ni super-impérialisme économique autonome par rapport aux États nationaux. L'articulation des blocs de classes internes et l'articulation des alliances internationales ne sont pas de même nature. Les blocs internes locaux s'ordonnent tous par rapport à un bloc hégémonique national, qui s'exprime dans et par l'État.

### Notes

[Les notes en fin de texte ont toutes été converties en notes de bas de page dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales. JMT.]

[47]

[48]

**Fin du texte**